



Marché public de fournitures courantes et de services

Accord-cadre en appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8, 1°, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

Acheminement et fourniture d'électricité et de gaz naturel

Réf : 2023-02

Pouvoir adjudicateur :

Groupement de commandes dont les membres, prenant part à cette consultation, sont listés en annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre et dont le coordonnateur est l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (USED'A)

ZAC Champ du Roy - Rue Turgot - CS 90666 - 02007 LAON
03 23 27 15 80 / contact@useda.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 PREAMBULE	5
PREMIERE PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	6
2 OBJET ET FORME DU MARCHE.....	6
2.1 OBJET DU MARCHE	6
2.2 FORME DU MARCHE.....	6
3 L'ACCORD-CADRE	6
3.1 PROCEDURE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.2 ALLOTISSEMENT	6
3.3 PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	7
3.4 DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	7
3.5 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE.....	7
3.5.1 Pièces contractuelles	7
3.5.2 Documents non contractuels.....	8
4 LES MARCHES SUBSEQUENTS	8
4.1 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
4.2 QUANTITES.....	8
4.3 FLEXIBILITE DU PERIMETRE.....	9
4.3.1 Seuil de flexibilité du périmètre des points de livraison	9
4.3.2 Bilan de flexibilité du périmètre des points de livraison.....	10
4.3.3 Atteinte du seuil de flexibilité	10
4.4 ENGAGEMENT DE CONSOMMATION	10
4.5 DUREE DU MARCHE SUBSEQUENT ET PERIODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4.6 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
4.6.1 Pièces contractuelles	11
4.6.2 Pièces non contractuelles	11
4.7 PROCEDURE DE REMISE DES OFFRES ET JUGEMENTS DES OFFRES.....	12
4.7.1 Procédure de remise des offres	12
4.7.2 Présentation des offres	12
4.7.3 Critères de sélection des offres	12
5 PRIX.....	14
5.1 CONTENU DES PRIX	14
5.2 STRUCTURE, FORME ET DETERMINATION DES PRIX.....	15
5.2.1 Les prix de la fourniture d'électricité et de gaz naturel	15
5.2.2 Les coûts induits par le mécanisme de capacité associé à l'électricité (lots 1 et 2)	28
5.2.3 Prix associés aux garanties d'origine (lot 1)	31
5.2.4 Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)	33
5.2.5 Les tarifs d'acheminement	34
5.2.6 Obligation de stockage du gaz naturel et application du « filet de sécurité (lot 3)	34
5.2.7 Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)	34
5.2.8 Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (lots 1 et 2).	34
5.2.9 Les taxes et contributions	34
5.3 EVOLUTION DES PRIX	35
5.3.1 Evolution des tarifs d'acheminement	35
5.3.2 Evolution des prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)	35
5.3.3 Evolution des prix liés au mécanisme de capacité (lots 1 et 2)	35
5.3.4 Evolution des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)	35
5.3.5 Evolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (lots 1 et 2).	35

5.3.6	Evolution des taxes et contributions	36
5.3.7	Evolution du prix de l'ARENH dans le cas d'un approvisionnement intégrant le mécanisme ARENH (lots 1 et 2)	36
5.4	FORMALISATION DU BORDEREAU DES PRIX	37
5.5	CLAUDE DE REVOYURE (EVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION).....	37
5.5.1	Evolution induite par la réglementation	37
5.5.2	Evolution induite par l'atteinte du seuil de flexibilité.....	37
5.5.3	Evolution induite par l'intégration d'une démarche de « circuit-court »	37
6	MODALITES FINANCIERES GENERALES.....	38
6.1	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	38
6.2	MODALITES DE REGLEMENT	38
6.3	FINANCEMENT.....	38
6.4	INTERETS MORATOIRES	38
6.5	AVANCES	39
6.6	CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	39
7	OBLIGATIONS	39
7.1	OBLIGATION D'INFORMATION	39
7.2	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	39
7.3	OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL (RGPD)	40
7.4	COMMUNICATION PAR LES TITULAIRES	40
7.5	OBLIGATIONS D'INFORMATION LIEE A LA MODIFICATION DES STATUTS DES TITULAIRES	40
8	PENALITES	40
9	DISPOSITONS ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	43
9.1	AUTORISATION D'ACCES AUX DONNEES TECHNIQUES ET CONTRACTUELLES ASSOCIEES AUX POINTS DE LIVRAISON	43
9.2	ASSURANCES.....	44
9.3	DROIT - LANGUE ET MONNAIE	44
9.4	SOUS-TRAITANCE	44
9.5	RESILIATION.....	44
9.6	DIFFERENTS ET LITIGES	45
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	45
DEUXIEME PARTIE : CLAUSES TECHNIQUES		46
11	MODALITES DE BASCULE : OPERATIONS PREALABLES AU DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FOURNITURE	46
12	EVOLUTION DU PERIMETRE DU MARCHE	48
12.1	CAS DES EVOLUTIONS STATUTAIRES OU DES TRANSFERTS DE COMPETENCE ENTRE COLLECTIVITES	48
12.2	RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	48
12.2.1	Points de livraison mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents	48
12.2.2	Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents	48
12.3	DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	48
12.4	MODALITES DE GESTION DES ORDRES DE SERVICE	49
12.4.1	Rattachement et de détachement des points de livraison :	49
13	MODALITES DE FACTURATION.....	51
13.1	MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES.....	51
13.2	PERIODICITE DE LA FACTURATION.....	51
13.3	DANS LE CAS D'UN CHANGEMENT DE FOURNISSEUR.....	52
13.4	SCISSION DES FLUX DE FACTURATION PAR CONTRAT	52
13.4.1	Facture de résiliation (cas où le titulaire entrant se succède à lui-même).....	52
13.4.2	Séparation des flux de facturation par marché	52
13.5	CONTENU DE LA FACTURATION	53
13.6	PERSONNALISATION DES FACTURES	53

14	GESTION DE LA RELATION CLIENTELE.....	54
14.1	INTERLOCUTEURS DEDIES.....	54
14.1.1	L'interlocuteur du coordonnateur : « pilote du contrat »	54
14.1.2	L'interlocuteur des membres.....	54
14.2	RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET LES MEMBRES	54
14.3	RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET LE COORDONNATEUR DU GROUPEMENT.....	55
14.4	RELATION ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHE ET LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION	56
14.5	REUNIONS AVEC LE COORDONNATEUR	56
15	OPTIMISATION DES COUTS D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION	57
16	ESPACE CLIENT EN LIGNE	59
17	MISE A DISPOSITION DE DONNEES	61
17.1	LE FICHIER « PERIMETRE »	61
17.2	FICHIER DES DONNEES DE CONSOMMATION ET DE FACTURATION.....	61
17.3	FEUILLET RECAPITULATIF ANNUEL	62

1 PREAMBULE

Face à la disparition progressive des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel et aux obligations qui pèsent sur les acheteurs publics en matière d'application des procédures de mise en concurrence, l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (USEDA) a constitué un groupement de commandes ayant notamment pour objet la passation et la signature des marchés d'acheminement et de fourniture d'énergies pour leur compte et celui des adhérents au groupement constitués de personnes morales de droit public ayant une utilité publique et/ou des missions d'intérêt général.

Ce groupement de commandes a été formulé par la conclusion d'une convention constitutive entre les membres du groupement. La liste de ces membres est portée en annexe 1 de l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Pour la réalisation de l'objet du groupement, l'USEDA assure, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, la préparation, la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents associés.

Chaque membre est chargé, quant à lui, d'exécuter l'accord-cadre et les marchés subséquents pour ce qui le concerne.

PREMIERE PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents afférents ont pour objet l'acheminement et la fourniture d'électricité et de gaz naturel pour les besoins propres de chaque membre, incluant les prestations ci-dessous :

- la fourniture complète en électricité et en gaz naturel des points de livraison des membres du groupement ;
- toutes prestations définies au présent Cahier des Clauses Particulières et tous services associés à la fourniture d'électricité et de gaz naturel ;
- l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution et leurs utilisations (dans le cadre d'un contrat unique) ;
- les prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) rassemblées dans les catalogues de prestations de chaque GRD.

Les titulaires de l'accord-cadre et des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel défini à l'article 3.5.1 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

2.2 Forme du marché

L'ensemble contractuel se compose :

- d'un accord-cadre alloti de fournitures multi-attributaires, sans minimum et avec un maximum en quantité, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 2° du Code de la commande publique ;
- de marchés subséquents de fournitures mono-attributaire pris en application de l'accord-cadre.

3 L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure de passation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert telle que prévue à l'article R2124-2 1° du Code de la commande publique.

3.2 Allotissement

L'accord-cadre est alloti comme suit :

Acheminement et fourniture d'électricité

LOT 1	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison localisés sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution ENEDIS.
LOT 2	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison localisés sur le périmètre des Distributeurs Non Nationalisés (notamment la SICAE de l'Aisne et la SICAE Oise)

Acheminement et fourniture de gaz naturel

LOT 3	Acheminement et fourniture de gaz naturel pour les points de livraison sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution GRDF.
--------------	---

3.3 Périmètre de l'accord-cadre

Une convention constitutive du groupement de commandes est conclue entre les membres du groupement, conformément aux dispositions de l'article L2113-6 du Code de la commande publique.

La liste des membres du groupement prenant part à la présente consultation figure en annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

3.4 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu avec les titulaires à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

3.5 Pièces constitutives de l'accord cadre

3.5.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe : liste des membres et des comptables assignataires.
- 2) Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et les annexes suivantes pour chaque lot :

Pour les lots 1 à 3	Annexe 1.a	• Contenu de la facture groupée
	Annexe 1.b	• Contenu de la facture détaillée

- 3) Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, en vigueur le jour du lancement de la consultation ;
- 4) Les ordres de service, demandes de prise de position ou de recours à l'ARENH établis selon les modèles figurant dans les annexes suivantes au présent CCP selon les lots :

- **Pour les lots 1 et 2 : Acheminement et fourniture d'électricité**

Annexe 2	Modèles d'ordres de service :
	Modèle 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
	Modèle 2 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison provisoire
	Modèle 3 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison

- **Pour le lot 1 : Acheminement et fourniture d'électricité**

Annexe 3	Modèles de demande de prise de position (achat) et de recours à l'ARENH :
	Modèle 1 : Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt

	Modèle 2 : Demande de recours à l'ARENH
	Modèle 3 : Demande de prise de position en clôture (settlement).

- **Pour le lot 3 - Acheminement et fourniture de gaz naturel**

Annexe 2	Modèles d'ordres de service : Modèle 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison Modèle 2 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
Annexe 3	Modèle de demande de prise de position : Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt Demande de prise de position en clôture (settlement).

5) Le mémoire du titulaire complété suivant le cadre de réponse de l'accord-cadre.

6) Le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

3.5.2 Documents non contractuels

- Les annexes au règlement de la consultation :

Annexe 1	<ul style="list-style-type: none"> La liste indicative des points de livraison et des données techniques associées pour chaque lot.
Annexe 2	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre de réponse des candidats à l'accord-cadre (cadre du mémoire technique) pour chaque lot.

- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre de chaque lot.

4 LES MARCHES SUBSEQUENTS

4.1 Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations d'acheminement et de fourniture d'électricité et de gaz naturel sont les adresses des points de livraison des membres du groupement.

4.2 Quantités

Le volume indicatif de points de livraison concerné par le 1^{er} marché subséquent de chaque lot et les consommations annuelles estimées, telles que connues au stade de l'accord-cadre, sont les suivants :

LOTS 1 et 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

	Segments tarifaires	Nombre de points de livraison	Consommation annuelle estimée
--	---------------------	-------------------------------	-------------------------------

LOT 1	C2	37	9 923 998 MWh
	C3	6	417 309 MWh
	C4	364	29 079 502 MWh
	C5	9 278	58 914 100 MWh
	TOTAL LOT 2	9 685	98 334 909 MWh
LOT 2	C2	1	1 847 057 MWh
	C3	5	953 217 MWh
	C4	9	457 550 MWh
	C5	244	1 022 709 MWh
	TOTAL LOT 2	259	4 280 533 MWh

LOT 3 - Acheminement et fourniture de gaz naturel :

	Profils	Nombre de points de livraison	Consommation annuelle estimée
LOT 3	T1	40	262 267 MWh
	T2	656	46 213 175 MWh
	T3	63	38 236 836 MWh
	T4	0	-
	TOTAL LOT 3	760	84 712 278 MWh

La liste indicative de ces points de livraison à la date de publication de la consultation est fournie en annexe 1 du règlement de la consultation.

Une mise à jour de la liste des points de livraison et des informations associées figurera dans les pièces de la consultation permettant l'attribution du premier marché subséquent de chaque lot.

4.3 Flexibilité du périmètre

4.3.1 Seuil de flexibilité du périmètre des points de livraison

Comparativement au périmètre des points de livraison indiqués au stade de la consultation permettant l'attribution du marché subséquent, les membres ont la possibilité de rattacher des nouveaux points de livraison de même nature ou de détacher des points de livraison existants dans une limite de :

Lots 1 et 2	± 5% du cumul des consommations annuelles de référence d'électricité de chaque point de livraison mentionné en annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent du lot concerné.
Lots 3	± 5% du cumul des Consommations Annuelles de Référence (CAR) de chaque point de livraison mentionné en annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent du lot concerné.

La flexibilité du périmètre (rattachement ou détachement) peut également concerner d'éventuels branchements provisoires en électricité (lots 1 et 2).

Les nouveaux points de livraison seront rattachés par les membres aux marchés subséquents en cours d'exécution aux mêmes conditions de prix, de prestations et de services associés à la fourniture que celles définies au présent CCP, dans les conditions prévues aux articles 12.2 et 12.4.1 du présent CCP.

Le détachement des points de livraison existants ne peut s'opérer que dans les conditions prévues aux articles 12.3 et 12.4.1 du présent CCP.

Pour rappel, conformément aux dispositions de la convention constitutive du groupement, si un membre souhaite se retirer du groupement de commandes, son retrait ne peut prendre effet qu'à la fin de l'exécution des marchés auxquels il participe. De la même manière, en cas d'évolution statutaire ou de transfert de compétence entre collectivités, il est rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié ; les droits et obligations du marché public subséquent en cours demeurent inchangés.

4.3.2 Bilan de flexibilité du périmètre des points de livraison

Le titulaire du marché subséquent concerné devra se rapprocher du coordonnateur dès que le seuil de flexibilité (à la hausse ou à la baisse) atteint 3%. Un bilan de flexibilité sera alors partagé entre le titulaire et le coordonnateur sur la base du fichier périmètre prévu à l'article 17.1 du présent CCP faisant apparaître à minima :

- le périmètre initial des points de livraison, tel que figurant annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent concerné ;
- le périmètre des points de livraison rattachés et détachés par les membres postérieurement à l'attribution du marché subséquent concerné. Le titulaire du marché devra a minima faire figurer :
 - la date effective de rattachement ou de détachement (les dates de rattachement et de détachement dans le cas des branchements provisoires) de chaque point de livraison ;
 - les consommations annuelles horosaisonnnières de référence prises en compte pour chaque point de livraison ;
 - le solde de la flexibilité (cumul des volumes rattachés et détachés sur la période examinée rapporté à la consommation de référence du marché subséquent).

Au-delà des seuils de 3%, un bilan de flexibilité est réalisé entre le coordonnateur et le titulaire à une fréquence convenue entre les parties (à minima mensuel).

Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer et de justifier le niveau de la flexibilité du périmètre.

4.3.3 Atteinte du seuil de flexibilité

Préalablement à l'atteinte du seuil de flexibilité, le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront dans les conditions prévues à l'article 5.5.2 du présent CCP.

4.4 Engagement de consommation

Les membres du groupement ne sont soumis à aucun engagement de consommation sur la durée des marchés subséquents.

4.5 Durée du marché subséquent et période d'exécution des prestations

Le marché subséquent entre en vigueur à la date de leur notification au titulaire. La durée du marché subséquent ainsi que la période durant laquelle a lieu l'acheminement et la fourniture d'électricité sont précisées dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et celle de début des prestations tient notamment compte des délais inhérents à la procédure de changement de fournisseur qui inclut en particulier

l'ensemble des démarches préalables du titulaire envers les membres et les Gestionnaires de Réseau de Distribution, telles que définies à l'article 11 du présent CCP.

A titre indicatif, pour le 1^{er} marché subséquent de chaque lot, il est envisagé que les périodes d'exécution des prestations soient les suivantes :

Début d'exécution des prestations	Fin d'exécution des prestations
du 1^{er} janvier 2024 inclus ou à une date postérieure fixée pour chaque point de livraison listé en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent (colonne « Date de rattachement »), dans la limite fixée à l'article 4.3.1 du présent CCP.	<ul style="list-style-type: none"> soit totalement à la fin du 1^{er} marché subséquent, fixée au 31 décembre 2025 inclus, soit partiellement, en cas de détachement anticipé d'un point de livraison en application de l'article 12.3 du présent CCP.

Cas des branchements provisoires des lots 1 et 2 :

Dans le cas des branchements provisoires éventuels, les prestations de fourniture d'électricité prennent fin :

- soit totalement, à la fin du marché subséquent ou à une date postérieure telle qu'elle figure dans l'ordre de service établi par membre en application des dispositions de l'article 12.2.1 du présent CCP.
- soit partiellement, en cas de détachement anticipé d'un point de livraison en application de l'article 12.4.1 du présent CCP.

Les prestations s'exécutent dans les mêmes conditions que celles figurant au présent CCP :

- jusqu'au terme des prestations de fourniture défini pour chaque point de livraison provisoire et sans dépasser les délais figurant aux catalogues des prestations annexes du GRD concerné ;
- sans dépasser les délais de raccordement fixés dans le catalogue des prestations annexes du GRD concerné.

4.6 Pièces constitutives des marchés subséquents

4.6.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché subséquent est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes et les avenants éventuels du marché subséquent,
- 2) Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot concerné,
- 3) Le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) et ses annexes éventuelles,
- 4) Les pièces de l'accord-cadre mentionnées à l'article 3.5.1 du présent CCP,
- 5) Le (ou les) contrat(s) et l'ensemble de leurs annexes signées entre le GRD et le titulaire, à l'exception des clauses qui seraient contraires au Code de la commande publique et aux stipulations du CCP commun. Ces pièces, bien que non jointes au dossier de consultation sont, de fait, réputées connues des titulaires.

Les documents conservés dans les archives du coordonnateur font seuls foi.

4.6.2 Pièces non contractuelles

Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot concerné.

4.7 Procédure de remise des offres et jugements des offres

4.7.1 Procédure de remise des offres

La mise en concurrence relative à la passation du marché subséquent est organisée conformément au 1° de l'article R2162-10 du Code de la commande publique. Le marché subséquent est attribué après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Lors de la passation du marché subséquent, le coordonnateur invite l'interlocuteur désigné par chaque titulaire de l'accord-cadre à remettre une offre via la plateforme de dématérialisation du coordonnateur (<https://www.xmarches.fr/https://www.mpe76.fr/>).

Contenu du dossier de consultation	<p>Le dossier de consultation communiqué par le coordonnateur comportera à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La lettre de la consultation commune à l'ensemble des lots ; • Le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) des marchés subséquents commun à l'ensemble des lots ; • L'acte d'engagement (de chaque lot) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none"> - La liste des points de livraison et des données techniques associées (lots 1, 2 et 3). - Les données brutes de consommation des points de livraison telles que produites par le GRD (lots 1 et 3). - Les courbes de charge des points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution (lot 1). • Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé de chaque lot.
Délai de consultation	Un délai d'au moins quinze (15) jours calendaires est laissé aux titulaires de l'accord-cadre entre la date de lancement du marché subséquent et la date limite de réception des offres.
Délai de validité des offres	<p>A compter de la date et heure limites de réception, les offres auront la durée de validité de deux (2) heures maximum.</p> <p>Les titulaires de l'accord-cadre sont informés par le coordonnateur, au plus tard le même jour et au plus tard à 16h30, de l'acceptation de leur offre.</p>

4.7.2 Présentation des offres

Les offres remises dans le cadre des marchés subséquents suivants se composent des éléments suivants :

- L'acte d'engagement dûment complété.
- Le bordereau des prix unitaires complété et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé.

Ces documents (acte d'engagement et BPU), seront rematérialisés pour signature manuscrite des co-contractants.

4.7.3 Critères de sélection des offres

Au stade du marché subséquent, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères relatifs à la valeur technique et la valeur économique.

Une note globale **NG** est attribuée à chaque titulaire de l'accord-cadre selon les modalités suivantes :

$$NG = \frac{(20 \times NT) + (80 \times NE)}{100}$$

Où :

- NG** désigne la note globale (notée sur 100 points) attribuée à chaque titulaire de l'accord-cadre.
- NT** désigne la note technique de l'offre constituée par la reprise de la note technique de l'accord-cadre **NT_{AC}** (notée sur 100 points) obtenue par les titulaires de l'accord-cadre au stade de l'attribution de ce dernier.
- NE** désigne la note économique (notée sur 100 points) attribuée aux titulaires de l'accord-cadre au stade des marchés subséquents selon la formule suivante :

$$NE = 100 \times \left(\frac{VE \text{ la plus basse}}{VE \text{ proposée}} \right)$$

Où **VE** désigne la valeur économique de l'offre de chaque titulaire de l'accord-cadre appréciée au regard du montant global figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) déterminé selon les modalités ci-dessous :

La valeur économique de l'offre **VE** figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) est déterminée selon la formule suivante :

LOTS 1 et 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

$$VE = \sum_{AL=1}^n \left[\sum_{h=1}^m [(P_F(h)_{AL} + P_C(h)_{AL}) \times Q_F(h)_{AL}] + (P_{CEE_{AL}} \times Q_{F_{AL}}) + (P_{GO_{AL}} \times Q_{GO_{AL}}) \right]$$

Où :

- VE** désigne la valeur économique d'une offre en € hors toutes taxes et contributions et hors tarifs d'acheminement.
- h** Désigne chacune des **m** structures de différenciation des prix telles que définies aux articles 5.2.1.2 et 5.2.2.1 du présent CCP.
- AL** désigne chacune des **n** années de livraison
- P_F** en €/MWh Le prix unitaire de fourniture d'électricité tel que décrit à l'article 5.2.1.3 du présent CCP.
- P_C** en €/MWh Le prix du mécanisme de capacité tel que décrit à l'article 5.2.2.2 du présent CCP.
- P_{CEE}** en €/MWh Le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie déterminé par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2 du présent CCP.
- Q_F** en MWh Cumul des Consommations Annuelles de Référence de l'ensemble des points de livraison prenant part à la consultation
- P_{GO}** en €/MWh Le prix unitaire associé aux garanties d'origine tel que décrit à l'article 5.2.3.2 du présent CCP.
- Q_{GO}** en MWh Cumul des Consommations Annuelles de Référence des points de livraison auxquels sont associés des certificats de garantie d'origine à 100% de leurs consommations, tel que prévu à l'article 5.2.3.2 du présent CCP.

LOT 3 - Acheminement et fourniture de gaz naturel :

$$VE = \sum_{AL=1}^n [(P_{FAL} + P_{CEEAL}) \times Q_{FAL}]$$

Où :

VE	désigne la valeur économique d'une offre en € hors toutes taxes et contributions et hors tarifs d'acheminement.
h	Désigne chacune des m structures de différenciation des prix de fourniture telles que définies à l'article 5.2.1.2 du présent CCP.
AL	désigne chacune des n années de livraison.
P_F	en €/MWh Le prix unitaire de fourniture de gaz naturel tel que décrit à l'article 5.2.1.3 du présent CCP.
P_{CEE}	en €/MWh Prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie déterminé par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2 du présent CCP.
Q_F	en MWh Cumul des Consommations Annuelles de Référence de l'ensemble des points de livraison prenant part à la consultation

Ces formules utilisées pour la détermination de la valeur économique **VE** de chaque offre dépendront des choix du coordonnateur sur la stratégie d'approvisionnement (intégration ou non du mécanisme de l'ARENH) conformément aux possibilités définies à l'article 5.2.1.3 du présent CCP et qui figureront dans la lettre de consultation des marchés subséquents.

Pour chaque lot, l'ensemble des scénarios et des valeurs de référence pris en compte par le coordonnateur au sein du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) sont précisés dans la lettre de consultation des marchés subséquents.

5 PRIX

5.1 Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix facturés se composent des éléments suivants :

Les prix de la fourniture d'électricité (lots 1 et 2) et de gaz naturel (lot 3) figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné.	Article 5.2.1 du présent CCP.
Le surcoût associé aux garanties d'origine visées à l'article L.314-14 du Code de l'énergie, selon le choix des membres, tel que figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné.	Article 5.2.3 du présent CCP.
Le prix lié au mécanisme de capacité prévu aux articles L.335-1 et suivants du Code de l'énergie (lots 1 et 2).	Article 5.2.2 du présent CCP.
Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie.	Article 5.2.4 du présent CCP.
Les tarifs d'acheminement : <ul style="list-style-type: none"> de l'électricité (lots 1 et 2), conformément au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) en vigueur et du gaz naturel (lot 3), conformément au tarif d'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT) et de distribution (ATRD) en vigueur. 	Article 5.2.5 du présent CCP.
Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) tels qu'ils figurent dans les catalogues de prestations de chaque GRD.	Article 5.2.7 du présent CCP.

Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre selon les modalités approuvées par la Commission de Régulation de l'Energie (lot 1).	Article 5.2.8 du présent CCP.
Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.	Article 5.2.9 du présent CCP. (taxes et contributions)

5.2 Structure, forme et détermination des prix

5.2.1 Les prix de la fourniture d'électricité et de gaz naturel

5.2.1.1 Contenu

Les prix de fourniture d'électricité (**lots 1 et 2**) et de gaz naturel (**lot 3**) figurant aux bordereaux des prix unitaires de chaque marché subséquent couvrent notamment les éléments suivants :

Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison du lot concerné.
Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre
Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations visées aux pièces du contrat

5.2.1.2 Structure

Selon les lots, les prix de fourniture figurant au bordereau des prix sont structurés comme suit :

LOTS 1 et 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

Pour les points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 associés à des bâtiments et équipements	Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F	
	Application	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h suivante : <ul style="list-style-type: none"> Base Heures Creuses/ Heures Pleines 4 classes temporelles (Heures Pleines de saison Haute, Heures Creuses de saison Haute, Heures Pleines de saison Basse et Heures Creuses de saison Basse). Propre à chaque Année de Livraison (AL)
Pour les points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 associés à des installations	Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F	
	Application	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> Sans différenciation

d'éclairage public ou de signalisation		<ul style="list-style-type: none"> • Propre à chaque Année de Livraison (AL)
Pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3 et C4.	<ul style="list-style-type: none"> • Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F 	
	Application	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> • Selon la différenciation temporelle h par horosaison selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. • Propre à chaque Année de Livraison (AL)

LOT 3 - Acheminement et fourniture de gaz naturel :

	<ul style="list-style-type: none"> • Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F 	
	Application	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> • Sans différenciation • Propre à chaque Année de Livraison (AL)

5.2.1.3 Détermination des prix de fourniture

5.2.1.3.1 Les prix unitaires de fourniture d'électricité proportionnels aux consommations (lots 1 et 2)

Choix du coordonnateur de recourir ou non à un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH	
<p>Selon la décision prise par le coordonnateur et formalisée dans les documents de la consultation au stade des marchés subséquents, les prix unitaires de fourniture d'électricité figurant au bordereau des prix unitaires peuvent être basés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit sur un approvisionnement à prix de marché intégralement, • soit sur un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH prévu aux articles L.336-1 et suivants du Code de l'énergie. <p>Dans le cas d'un prix basé sur un approvisionnement intégrant le mécanisme de l'ARENH, les prix de la fourniture d'électricité sont établis au bordereau des prix unitaires sur la base du prix de l'ARENH applicable à la période de livraison considérée tel qu'il a été publié au Journal Officiel à la date de la remise des offres des marchés subséquents.</p>	
Choix du coordonnateur sur le mode de détermination du prix unitaire de fourniture	
LOT 1	<p>Tel qu'il sera précisé dans les documents de la consultation au stade des marchés subséquents, les prix unitaires de fourniture d'électricité figurant au bordereau des prix sont déterminés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit, aux conditions économiques du jour de la remise des offres ; • soit par un mode de détermination des prix basé sur des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) ; • selon les structures de prix définies à l'article 5.2.1.2 du présent CCP.
LOT 2	<p>Les prix unitaires de fourniture d'électricité figurant au bordereau des prix sont déterminés aux conditions économiques du jour de la remise des offres selon les structures de prix définies à l'article 5.2.1.2 du présent CCP.</p>

Cas du lot 2 et, dans le cas du lot 1 si le choix du coordonnateur de déterminer les prix unitaires de fourniture proportionnels aux consommations aux conditions économiques du jour de la remise des offres :

Les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ sont déterminés :

- pour chaque structure de différenciation tarifaire de fourniture h ;
- pour chaque segment tarifaire de distribution (C2, C3, C4 et C5) concerné par le lot ;
Cas particulier du segment tarifaire de distribution C5 : les prix unitaires de fourniture sont déterminés distinctement entre :
 - les points de livraison associés à des bâtiments et équipements d'une part,
 - les points de livraison associés à des installations d'éclairage public et assimilés d'autre part ;
- pour chaque Année de Livraison AL concernée ;
- sur la base de la formule suivante :

$P_F(h) = \beta(h) \times P_{ARENH} + t_M(h) \times PM_0(h)$			
Où :			
P_F	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture proportionnelle aux quantités consommées	
h	Sans dimension	Structure de différenciation (horosaisonnalité) des prix de fourniture telle que définie à l'article 5.2.1.2 du présent CCP.	
β	en %	Part du prix de fourniture éligible à l'ARENH	Part éligible à l'ARENH déterminée par le titulaire de l'accord-cadre au bordereau des prix unitaires du marché subséquent selon la structure de différenciation (sous-profil) et pour chaque Année de Livraison AL considérée. $\beta = 0$ si le coordonnateur fait le choix de ne pas recourir au dispositif de l'ARENH.
P_{ARENH}	en €/MWh	Prix de l'ARENH	Prix de l'ARENH en vigueur applicable à la période de livraison considérée tel que publié au Journal Officiel.
t_M	en %	Part du prix de fourniture à prix de marché	La part du prix de fourniture à prix de marché (part complémentaire à la part du prix éligible à l'ARENH) selon la structure de différenciation (sous-profil) et pour l'Année de Livraison AL considérée est calculée comme suit : $t_M = 100\% - t_{ARENH}$
PM_0	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture à prix de marché	Prix unitaires de fourniture à prix de marché complétés par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent.

Impact du dépassement ou d'une modification du « plafond ARENH » sur les prix de la fourniture :

Pour une Année de Livraison AL donnée, dans le cas d'un dépassement ou d'une modification du « plafond ARENH », les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ déterminés au stade des marchés subséquents sont déterminés comme suit :

$P_F(h) = [\beta(h) \times (1 - C_E)] \times P_{ARENH} + t_M(h) \times PM_0(h) + (\beta(h) \times C_E) \times a_2$ <p>Avec :</p>
--

a_2	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture à prix de marché applicable au volume écrêté avec :
		$a_2 = Base_E + bs$
	Et où :	
$Base_E$	en €/MWh	Prix unitaire en produit base applicable à la part écrêtée $Base_E$ est égal à la moyenne arithmétique des cotations de marché Baseload correspondant au prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur les produits Calendar Baseload de l'Année de Livraison AL concernée entre J+2 inclus de la date de publication de la décision d'écrêtement J par la Commission de Régulation de l'Energie et le 15 décembre inclus de l'année précédant l'année de livraison concernée.
bs	en €/MWh	Additif associé aux prises de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
C_E	Sans dimension	Coefficient d'Ecrêtement pour une année de livraison donnée, compris entre 0 et 1 égal tel que publié par la Commission de Régulation de l'Energie, fonction du volume global maximal d'électricité nucléaire historique et du volume global des demandes d'électricité nucléaire historique des fournisseurs pour une année considérée.
Les autres termes sont définis dans les formules de détermination des prix unitaires de fourniture ci-avant.		

Couverture anticipée des droits éligibles à l'ARENH (lot 1) :

Pour le lot 1 (hors lot 2), le coordonnateur dispose de la faculté de réaliser une opération de couverture anticipée (sur-couverture) de la part d'électricité éligible à l'ARENH d'une année de livraison **AL** donnée.
Cette éventuelle opération de sur-couverture :

- ne peut s'effectuer qu'à compter de l'année qui précède l'année de livraison **AL** concernée et avant la tenue du dernier guichet ARENH relatif à l'année de livraison **AL** concernée (au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'année de livraison **AL** concernée ;
- prend la forme d'une unique prise de position du coordonnateur en OTC (ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent) pour l'achat du produit base relatif à l'année de livraison **AL** concernée (Calendar Baseload). Cette prise de position est associée à un volume d'électricité :
 - exprimé en pourcentage de la part éligible à l'ARENH β figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent ;
 - qui ne peut pas concerner plus de 30% de la part éligible à l'ARENH.

Si le taux de sur-couverture s'avère supérieur au taux d'écrêtement, alors le coordonnateur procède à une unique opération de revente en OTC (ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent) de la part excédentaire. Si le coordonnateur n'a pas procédé à une opération de revente de la part excédentaire avant le 15 décembre précédent l'année de livraison **AL**, le titulaire du marché subséquent prend une position de revente au plus tard le 15 décembre (où le jour ouvré qui précède, si le 15 décembre correspond à un jour férié ou un week-end), au prix de clôture ou en OTC, pour la part excédentaire du produit concerné.

En conséquence de ce qui précède, pour une Année de Livraison **AL** donnée, si le coordonnateur fait le choix de réaliser une opération de sur-couverture de la part d'électricité éligible à l'ARENH, alors les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ sont déterminés comme suit :

- **Si le taux de sur-couverture t_s est inférieur au taux d'écèlement de l'ARENH C_E (si $t_s < C_E$) :**

$$P_F(h) = [\beta(h) \times (1 - C_E)] \times P_{ARENH} + t_M(h) \times PM_0(h) + \beta(h) \times [(t_s \times s) + (C_E - t_s) \times a_2]$$

- **Si le taux de sur-couverture t_s est supérieur ou égal au taux d'écèlement de l'ARENH C_E (si $t_s \geq C_E$) :**

$$P_F(h) = [\beta(h) \times (1 - C_E)] \times P_{ARENH} + t_M(h) \times PM_0(h) + \beta(h) \times [(C_E \times s) + (t_s - C_E) \times (s - r)]$$

Avec :

t_s	en %	Taux de sur-couverture du produit base éligible à l'ARENH
s	en €/MWh	Prix unitaire associé à la sur-couverture du produit base issu d'une unique prise de position du coordonnateur en OTC (Over The Counter) ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent, avec : $s = Base_s + bs$ $Base_s$ en €/MWh Prix unitaire en produit base Prix en OTC (Over The Counter). <i>ou</i> Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future (ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent) bs en €/MWh $bs = 0$ dans le cas d'une prise de position en OTC $bs > 0$ dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
r	en €/MWh	Prix unitaire associé à la revente du produit base issu d'une unique opération du coordonnateur en OTC (Over The Counter) ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent, avec : $r = Base_r - bs$ $Base_r$ en €/MWh Prix unitaire en produit base Prix en OTC (Over The Counter). <i>ou</i> Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future (ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent) bs en €/MWh $bs = 0$ dans le cas d'une prise de position en OTC $bs > 0$ dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent

Les autres termes sont définis dans les formules de détermination des prix unitaires de fourniture ci-avant.

Cas du lot 1, si le choix du coordonnateur de déterminer les prix unitaires de fourniture proportionnels aux consommations par des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) :

Les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ sont déterminés :

- pour chaque structure de différenciation tarifaire de fourniture h ;
- pour chaque segment tarifaire de distribution (C2, C3, C4 et C5) concerné par le lot ;
Cas particulier du segment tarifaire de distribution C5 : les prix unitaires de fourniture sont déterminés distinctement entre :
 - les points de livraison associés à des bâtiments et équipements d'une part,
 - les points de livraison associés à des installations d'éclairage public et assimilés d'autre part ;
- pour chaque Année de Livraison AL concernée ;
- sur la base de la formule suivante :

$P_F(h) = \alpha(h) \times a_1 + \beta(h) \times a_2 + \gamma(h) \times b + C(h)$			
Où :			
$P_F(h)$	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture proportionnelle aux quantités consommées	Déterminé après notification du marché et calculé après l'achèvement des opérations de couverture (prises de positions)
h	Sans dimension	Structure de différenciation (horosaisonnalité) des prix de fourniture telle que définie à l'article 5.2.1.2 du présent CCP.	
C	en €/MWh	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné
α, β et γ	Sans dimension	Coefficients invariables applicables aux prix pondérés issus des prises de position	
a_1	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position du produit en base (hors part éligible à l'ARENH) pour un approvisionnement au prix de marché	
Avec :			
$a_1 = base + bs$			
$base$	en €/MWh	Prix unitaire en produit base	Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future ou Prix en OTC (Over The Counter).
bs	en €/MWh	$bs = 0$ dans le cas d'une prise de position en OTC $bs > 0$ dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
a_2	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position en base sur la part éligible à l'ARENH.	
Selon les décisions du coordonnateur, chaque prise de position peut prendre les deux formes suivantes :			
1. Dans le cas d'un recours au dispositif de l'ARENH (pour la totalité de la part éligible à l'ARENH)			
$a_2 = P_{ARENH} + ah$			

P_{ARENH}	en €/MWh	Prix de l'ARENH	Prix de l'ARENH en vigueur applicable à la période de livraison considérée tel que publié au Journal Officiel
ah	en €/MWh	Coûts de gestion et frais pour risques du titulaire du marché subséquent lors du recours au dispositif de l'ARENH.	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent concerné
2. Dans le cas d'un achat du produit base sans recours au dispositif de l'ARENH			
$a_2 = Base + bs$			
b	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position du produit en pointe pour un approvisionnement au prix de marché	
Avec :		b = Peak + pt	
Peak	en €/MWh	Prix unitaire en produit pointe	Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Peakload French future <i>ou</i> Prix en OTC (Over The Counter).
pt	en €/MWh	pt = 0 dans le cas d'une prise de position en OTC pt > 0 dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Peakload	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent

Les prix moyens pondérés a_1 , a_2 et b définis ci-dessus sont obtenus à l'issu d'opérations de couverture par prises de positions (opérations d'achat/recours à l'ARENH) selon les modalités suivantes :

Cadre général des prises de position

- Les demandes de prises de position (ordres d'achat ou de revente (a_2) ou de recours à l'ARENH (a_2)) du coordonnateur sont adressées par mail au titulaire sous la forme de demandes formelles selon les modèles figurant en annexe 4 du lot 1 du présent CCP. Ces modèles sont :
 - différenciés selon la nature de la demande [achat, revente (a_2) ou recours à l'ARENH (a_2)] et les options de demande,
 - susceptibles de faire l'objet d'adaptations avec le titulaire du marché subséquent,
 - adressé au titulaire dans un délai ne pouvant pas excéder 48h00 à compter de l'affermissement de chaque prise de position.
- Les positions sont prises par le titulaire du marché subséquent concerné.
- Les prises de positions :
 - sont différenciées par année de livraison **AL** ; considérant que chaque prise de position peut concerner une ou plusieurs années de livraison **AL**. Néanmoins, les prises de position d'une année de livraison **AL** donnée ne pourront être mises en œuvre par le coordonnateur auprès du titulaire qu'au cours des années **AL-3** à **AL -1** ;
 - peuvent concerner le produit base et le produit pointe (simultanément) d'une ou plusieurs années de livraison **AL** ;

- permettent de couvrir les besoins relatifs au marché subséquent concerné. Elles ne peuvent avoir lieu qu'entre la notification du marché subséquent au titulaire concerné et le 10 décembre précédant l'année de livraison **AL**.
- En cas d'inachèvement des prises de position, c'est-à-dire si 100% des besoins d'une année de livraison **AL** donnée n'a pas été couvert par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent concerné prend position au plus tard le 10 décembre de l'année de livraison **AL-1** du produit concerné, au prix de clôture (base et/ou pointe), pour la part du produit **a₁**, **a₂** et **b** non couverte.
- Les prises de position sont associées à des volumes d'électricité exprimés en pourcentage du produit **a₁**, **a₂** et **b**. Ce formalisme (en %) permet au coordonnateur de s'affranchir des contraintes liées à l'évolution des quantités consommées d'une année à l'autre.

Chaque prise de position exprimée en pourcentage précisera la fraction indicative du besoin à couvrir correspondante en MW (nombre entier) sur la base de la puissance de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) des marchés subséquents ; considérant que le cumul du besoin couvert par chaque prise de position étant égal à cette puissance de référence exprimée en MW (nombre entier). Néanmoins, seule la fraction du besoin à couvrir exprimée en pourcentage fait foi.

- Pour une année de livraison **AL** donnée, le tableau suivant détermine, pour chaque produit, le nombre maximal de prises de position :

	Produits	Nbr maximal de prises de position
Base hors ARENH		3
Base ARENH	Calendar Baseload French future	5
Pointe	Calendar Peakload French future	3

- **Cas des prises de position en OTC :** le coordonnateur peut recourir à une ou plusieurs prises de position en OTC pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire par mail une demande de cotation.
 - Durée de validité de la proposition de cotation : variable selon les possibilités de cotations du titulaire du marché subséquent.
 - Le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur par mail (et par téléphone) le(s) prix proposé(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité. Dans ce(s) délai(s) de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
 - Si le volume disponible au prix proposé ou au prix d'intérêt d'un produit donné est inférieur au volume souhaité par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent informe le coordonnateur par retour de mail (ou par téléphone) de ce volume disponible. Le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail et pour le volume proposé.
 - Prix de référence : prix en base (Calendar Baseload French future) et/ou en pointe (Calendar Peakload French future) pour le produit concerné (**a₁**, **a₂** et **b**)
 - Volumes : pourcentage du prix associé à chaque produit concerné (**a₁**, **a₂** et **b**).
- **Cas des prises de position au SETTLEMENT :** le coordonnateur souhaite conserver la faculté de recourir à des prises de position au prix de compensation (settlement) pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire concerné par mail une demande de prise de position du produit (**a₁**, **a₂** et **b**) avant 13h.
 - Durée de validité de la demande : le jour de la demande.

- Prix de référence : prix de clôture (Settlement Price des produits Baseload et/ou Peakload French Power Futures publiés par EEX), du jour de la demande pour le produit concerné (a_1 , a_2 et b).
- Volumes : pourcentage du prix associé à chaque produit concerné (a_1 , a_2 et b).
- Le titulaire ne peut pas prétendre à une impossibilité de mise en œuvre des demandes de prise de position du coordonnateur dès lorsqu'elles concernent un prix de clôture.

• **Cas particuliers du recours au dispositif de l'ARENH (couverture et sur-couverture) :**

- Chaque demande de recours à l'ARENH (produit a_2) ne pourra s'effectuer qu'avant la tenue du dernier guichet ARENH relatif à l'année de livraison concernée et au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date de ce guichet.
- Conformément aux modalités décrites ci-après, dans le cas d'un écrêtement du plafond de l'ARENH, le coordonnateur prend une unique position pour l'achat du produit base a_2 , pour la totalité du volume écrêté, entre la publication de la décision d'écrêtement par la Commission de Régulation de l'Energie et le 10 décembre précédant l'année de livraison.
- De manière exceptionnelle, le coordonnateur conserve la faculté de réaliser une sur-couverture du produit a_2 dans les conditions suivantes :
 - Une éventuelle sur-couverture du produit a_2 ne peut pas concerner plus de 30% du volume de référence associé au produit a_2 . Elle ne peut être mise en œuvre par le coordonnateur qu'au cours de l'année calendaire qui précède l'année de livraison AL et au plus tard le 31 octobre ;
 - Une opération de sur-couverture peut prendre la forme d'une ou plusieurs prises de position en OTC dès lors qu'une prise de position concerne une puissance minimale de 1 MW (et un pourcentage entier sans décimale) ;
 - Chaque prise de position de sur-couverture est associée à des volumes d'électricité exprimés en pourcentage du produit a_2 ;
 - Dans le cas éventuel d'une part excédentaire du produit a_2 , le coordonnateur prend une unique position de revente en OTC de la totalité de cette part excédentaire. Si le coordonnateur n'a pas procédé à une opération de revente de l'éventuelle part excédentaire du produit a_2 avant le 15 décembre précédant l'année de livraison AL , le titulaire du marché subséquent concerné prend une position de revente au plus tard le 15 décembre (où le jour ouvré qui précède, si le 15 décembre correspond à un jour férié ou un week-end), au prix de clôture ou en OTC, pour la part excédentaire du produit concerné.

Impact du dépassement ou d'une modification du « plafond ARENH » sur les prix de la fourniture :

Pour une Année de Livraison AL donnée, si le coordonnateur a fait le choix d'un recours au dispositif de l'ARENH et dans le cas d'un dépassement ou d'une modification du « plafond ARENH », alors le prix unitaire a_2 de la formule de détermination des prix unitaires de fourniture $P_f(h)$ décrite ci-avant est déterminé comme suit :

Si le taux de sur-couverture de a_2 est supérieur ou égal au taux d'écrêtement de l'ARENH (si $t_s \geq C_E$) :

$$a_2 = (1 - C_E) \times (P_{ARENH} + ah) + (t_s \times s) + [(C_E - t_s) \times r]$$

Si le taux de sur-couverture de a_2 est inférieur au taux d'écrêtement de l'ARENH (si $t_s < C_E$) :

$$a_2 = (1 - C_E) \times (P_{ARENH} + ah) + (t_s \times s) + [(C_E - t_s) \times e]$$

Avec :

C_E	Sans dimension	Coefficient d'Ecrêtement pour une année de livraison donnée, compris entre 0 et 1 égal tel que publié par la Commission de Régulation de l'Energie, fonction du
-------	----------------	---

du volume global maximal d'électricité nucléaire historique et du volume global des demandes d'électricité nucléaire historique des fournisseurs pour une année considérée.		
e	en €/MWh	<p>Base_E est issue d'une unique prise de position du coordonnateur en OTC (<u>ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent</u>) pour couvrir la totalité du volume éligible à l'ARENH écrêté, avec :</p> $e = Base_E + bs$ <p>Base_E en €/MWh Prix unitaire en produit base Prix en OTC (Over The Counter). ou Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future (<u>ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent</u>)</p> <p>bs en €/MWh bs = 0 dans le cas d'une prise de position en OTC bs > 0 dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent</p>
t_s	en %	Taux de sur-couverture du produit base éligible à l'ARENH (<i>a₂</i>)
s	en €/MWh	<p>Prix unitaire associé à la sur-couverture du produit base issu d'une unique prise de position du coordonnateur en OTC (Over The Counter) ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent, avec :</p> $s = Base_s + bs$ <p>Base_s en €/MWh Prix unitaire en produit base Prix en OTC (Over The Counter). ou Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future (<u>ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent</u>)</p> <p>bs en €/MWh bs = 0 dans le cas d'une prise de position en OTC bs > 0 dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent</p>

r	en €/MWh	Prix unitaire associé à la revente du produit base issu d'une unique opération du coordonnateur en OTC (Over The Counter) ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent, avec :
$r = Base_R + bs$		
Base_R	en €/MWh	Prix unitaire en OTC (Over The Counter). ou Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future (ou au settlement selon les possibilités ouvertes par le titulaire du marché subséquent)
bs	en €/MWh	bs = 0 dans le cas d'une prise de position en OTC bs > 0 dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
Les autres termes sont définis dans les formules ci-avant.		

5.2.1.3.2 Les prix unitaires de fourniture de gaz naturel (lot 3)

Choix du coordonnateur sur le mode de détermination du prix unitaire de fourniture
<p>Tel qu'il sera précisé dans les documents de la consultation au stade des marchés subséquents, les prix unitaires de fourniture de gaz naturel figurant au bordereau des prix unitaires sont déterminés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit aux conditions économiques du jour de la remise des offres ; • soit par un mode de détermination des prix basé sur des opérations de couverture (achat fragmenté par prises de positions) ; • selon les structures de prix définies à l'article 5.2.1.2 du présent CCP.

Si le choix du coordonnateur de déterminer les prix unitaires de fourniture proportionnels aux consommations aux conditions économiques du jour de la remise des offres :

Les prix unitaires de fourniture **P_F** sont complétés au bordereau des prix unitaires par les titulaires de l'accord-cadre pour chaque Année de Livraison **AL** concernée.

Si le choix du coordonnateur de déterminer les prix unitaires de fourniture proportionnels aux consommations par des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) :

Les prix unitaires de fourniture **P_F** sont déterminés pour chaque Année de Livraison **AL** concernée sur la base de la formule suivante :

$$P_F = G + C$$

Où :			
P_F	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture proportionnelle aux quantités consommées	Déterminé après notification du marché et calculé après l'achèvement des opérations de couverture (prises de positions)
C	en €/MWh	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
G	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position du produit PEG.	
Avec :			
G = PEG + pg			
PEG	en €/MWh	Prix unitaire du produit PEG	Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par Powernext sur le produit Calendar PEG French future <i>ou</i> Prix en OTC (Over The Counter).
pg	en €/MWh	pg = 0 dans le cas d'une prise de position en OTC pg > 0 dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit PEG	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent

Pour une année de livraison **AL** donnée, le prix moyen pondéré **G** défini ci-dessus est obtenu à l'issu d'opérations de couverture par prises de position selon les modalités suivantes :

Cadre général des prises de position

- Les demandes de prises de position du coordonnateur (achat) sont adressées par mail au titulaire sous la forme de demandes formelles selon les modèles figurant en annexe 3 du lot 3 du présent CCP. Ces modèles sont :
 - différenciés selon les options de demande (suivi d'intérêt, OTC/Settlement),
 - susceptibles de faire l'objet d'adaptations avec le titulaire du marché subséquent,
 - adressé au titulaire dans un délai ne pouvant pas excéder 48h00 à compter de l'affermissement de chaque prise de position.
- Les positions sont prises par le titulaire du marché subséquent concerné.
- Les prises de positions :
 - sont différenciées par année de livraison **AL** ; considérant que chaque prise de position peut concerner une ou plusieurs années de livraison **AL**. Néanmoins, les prises de position d'une année de livraison **AL** donnée ne pourront être mises en œuvre par le coordonnateur auprès du titulaire qu'au cours des années **AL-3** à **AL-1** ;
 - peuvent concerner le produit base et le produit pointe (simultanément) d'une ou plusieurs années de livraison **AL** ;
 - permettent de couvrir les besoins relatifs au marché subséquent concerné. Elles ne peuvent avoir lieu qu'entre la notification du marché subséquent au titulaire concerné et le 10 décembre précédent l'année de livraison **AL**.

- En cas d'inachèvement des prises de position, c'est-à-dire si 100% des besoins d'une année de livraison **AL** donnée n'a pas été couvert par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent concerné prend position au plus tard le 10 décembre de l'année de livraison **AL-1** du produit concerné, au prix de clôture, pour la part non couverte.
- Les prises de position sont associées à des volumes de gaz naturel exprimés en pourcentage du produit **PEG**. Ce formalisme (en %) permet au coordonnateur de s'affranchir des contraintes liées à l'évolution des quantités consommées d'une année à l'autre.

Chaque prise de position exprimée en pourcentage précisera la fraction indicative du besoin à couvrir correspondante en MW (nombre entier) sur la base du volume de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) des marchés subséquents. Seule la fraction du besoin à couvrir exprimée en pourcentage fait foi.

- Pour une année de livraison **AL** donnée, le tableau suivant détermine, pour chaque produit, le nombre maximal de prises de position :

Produit	Nbr maximal de prises de position
Calendar PEG French future	5

- **Cas des prises de position en OTC** : le coordonnateur peut recourir à une ou plusieurs prises de position en OTC pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire par mail une demande de cotation.
 - Durée de validité de la proposition de cotation : variable selon les possibilités de cotations du titulaire du marché subséquent.
 - Le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur par mail (et par téléphone) le(s) prix proposé(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité. Dans ce(s) délai(s) de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
 - Le coordonnateur peut également mandater le titulaire d'un prix cible d'intérêt (en €/MWh). Dans ce cas de figure :
 - si le prix du produit concerné est au moins égal (inférieur ou égal) au prix d'intérêt du produit correspondant, le titulaire informe le coordonnateur par mail (ou par téléphone) du (des) prix atteint(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité ;
 - dans ce délai de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
 - Si le volume disponible au prix proposé ou au prix d'intérêt d'un produit donné est inférieur au volume souhaité par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent informe le coordonnateur par retour de mail (ou par téléphone) de ce volume disponible. Le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail et pour le volume proposé.
 - Prix de référence : Calendar PEG French future.
 - Volumes : pourcentage du volume annuel de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) du marché subséquent concerné.
- **Cas des prises de position au SETTLEMENT** : le coordonnateur souhaite conserver la faculté de recourir à des prises de position au prix de compensation (settlement) pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire concerné par mail une demande de prise de position du produit **PEG** avant 13h.

- Durée de validité de la demande : le jour de la demande.
- Prix de référence : prix de clôture (Settlement Price des produits PEG Calendar French Futures) publiés par EEX), du jour de la demande.
- Volumes : pourcentage du volume annuel de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) du marché subséquent concerné.
- Le titulaire ne peut pas prétendre à une impossibilité de mise en œuvre des demandes de prise de position du coordonnateur dès lorsqu'elles concernent un prix de clôture.

5.2.1.4 Forme des prix unitaires de fourniture

Les prix unitaires de fourniture proportionnels aux consommations P_F figurant au bordereau des prix unitaires prennent les formes suivantes :

LOTS 1 et 2	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas d'un choix du coordonnateur de recourir à un approvisionnement intégrant le dispositif ARENH 	<ul style="list-style-type: none"> • Révisibles pour la part éligible au dispositif de l'ARENH dans les conditions prévues à l'article 5.3.7 du présent CCP. • Fermes au sens de R2112-9 du Code de la commande publique pour la part complémentaire à prix de marché.
	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas d'un choix du coordonnateur d'un approvisionnement à prix de marché intégralement : 	Fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.
LOT 3	Fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.	

5.2.2 Les coûts induits par le mécanisme de capacité associé à l'électricité (lots 1 et 2)

5.2.2.1 Structure des prix liés au mécanisme de capacité

Le mécanisme de capacité visant à garantir la sécurité d'approvisionnement des consommateurs d'électricité en période de pointe est défini en application des articles L.335-1 et suivants du Code de l'énergie, du décret n°2012-1405 du 14 décembre 2012 et de l'arrêté 29 novembre 2016.

Les fournisseurs d'électricité doivent justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de pointe par l'acquisition de « garanties de capacité », à hauteur de leur obligation de capacité dépendante des consommations relevées pour chaque point de livraison de son périmètre.

Le prix du mécanisme de capacité est un prix unitaire structuré comme suit :

Pour les points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 associés à des bâtiments et équipements	<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
	<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
	<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Selon la différenciation temporelle suivante : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Base ▪ Heures Creuses/ Heures Pleines ▪ 4 classes temporelles (Heures Pleines de saison Haute, Heures Creuses de saison Haute, Heures Pleines de saison Basse et Heures Creuses de saison Basse).
		<ul style="list-style-type: none"> • Propre à chaque Année de Livraison (AL)

Pour les points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 associés à des installations d'éclairage public ou assimilés	Application	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> Sans différenciation Propre à chaque Année de Livraison (AL)
Pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3, C4.	Application	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> Par horosaison selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD (selon la courbe de charge transmise par le GRD dans le cas des points de livraison relevant du segment C2) Propre à chaque Année de Livraison (AL)

5.2.2.2 Détermination des prix liés au mécanisme de capacité

Les prix unitaires liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ sont déterminés :

- pour chaque structure de différenciation définie à l'article 5.2.2.1 du présent CCP ;
- pour chaque Année de Livraison **AL**,
- sur la base de la formule suivante :

$$P_C(h) = \text{Coeff}_{\text{capacité}}(h) \times \text{Coeff}_{\text{sécurité}} \times \text{Prix}_{\text{capacité}}$$

Où :

P_C	en €/MWh	Le prix du mécanisme de capacité
h	Sans dimension	Structure de différenciation (horosaisonnalité) telle que définie à l'article 5.2.2.1 du présent CCP.
$\text{Coeff}_{\text{capacité}}$	en kW/MWh	Désigne le coefficient de capacité Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix unitaires du marché subséquent

Selon le choix du coordonnateur de recourir ou non à un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH, $\text{Coeff}_{\text{capacité}}$ prend les valeurs suivantes :

$\text{Coeff}_{\text{capacité}}^{AH}$

Désigne le coefficient de capacité dans le cas d'un recours au dispositif de l'ARENH.

Le coordonnateur autorise que des coefficients $\text{Coeff}_{\text{capacité}}^{AH}$ puissent concerner l'ensemble des postes horosaisonniers h . Néanmoins, les coefficients de capacité applicables au segments tarifaires de distribution suivants, complétés par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix des marchés subséquents, ne peuvent prendre que des valeurs inférieures ou égales à 0 pour les horosaisons suivantes :

Segments tarifaires C5 à 4 classes temporelles	<ul style="list-style-type: none"> Heures pleines de saison basse Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C4	<ul style="list-style-type: none"> Heures pleines de saison basse Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C3	<ul style="list-style-type: none"> Heures creuses de saison haute Heures pleines de saison basse Heures creuses de saison basse

		Segments tarifaires C2	<ul style="list-style-type: none">• Heures creuses de saison haute• Heures pleines de saison basse• Heures creuses de saison basse										
<i>Coeff</i>_{capacité}<i>M</i>		<p>Désigne le coefficient de capacité dans le cas d'un approvisionnement sans recours au dispositif de l'ARENH.</p> <p>Pour les segments tarifaires de distribution suivants, les coefficients de capacité <i>Coeff</i>_{capacité}<i>M</i> complétés par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix des marchés subséquents ne peuvent concerner que pour les horosaisons suivantes :</p> <table><tr><td>Segments tarifaires C5</td><td><ul style="list-style-type: none">• Base• Heures pleines et heures creuses</td></tr><tr><td>Segments tarifaires C5 à 4 classes temporelles</td><td><ul style="list-style-type: none">• Heures pleines de saison haute• Heures creuses de saison haute</td></tr><tr><td>Segments tarifaires C4</td><td><ul style="list-style-type: none">• Heures pleines de saison haute• Heures creuses de saison haute</td></tr><tr><td>Segments tarifaires C3</td><td><ul style="list-style-type: none">• Pointe fixe• Heures pleines de saison haute</td></tr><tr><td>Segments tarifaires C2</td><td><ul style="list-style-type: none">• Pointe fixe• Heures pleines de saison haute</td></tr></table>		Segments tarifaires C5	<ul style="list-style-type: none">• Base• Heures pleines et heures creuses	Segments tarifaires C5 à 4 classes temporelles	<ul style="list-style-type: none">• Heures pleines de saison haute• Heures creuses de saison haute	Segments tarifaires C4	<ul style="list-style-type: none">• Heures pleines de saison haute• Heures creuses de saison haute	Segments tarifaires C3	<ul style="list-style-type: none">• Pointe fixe• Heures pleines de saison haute	Segments tarifaires C2	<ul style="list-style-type: none">• Pointe fixe• Heures pleines de saison haute
Segments tarifaires C5	<ul style="list-style-type: none">• Base• Heures pleines et heures creuses												
Segments tarifaires C5 à 4 classes temporelles	<ul style="list-style-type: none">• Heures pleines de saison haute• Heures creuses de saison haute												
Segments tarifaires C4	<ul style="list-style-type: none">• Heures pleines de saison haute• Heures creuses de saison haute												
Segments tarifaires C3	<ul style="list-style-type: none">• Pointe fixe• Heures pleines de saison haute												
Segments tarifaires C2	<ul style="list-style-type: none">• Pointe fixe• Heures pleines de saison haute												
<i>Coeff</i>_{sécurité}	Sans dimension	Désigne le coefficient de sécurité	Valeur fixée par le ministère de l'Energie sur avis de CRE en vigueur pour l'Année de Livraison <i>AL</i> considérée.										
<i>Prix</i>_{capacité}	en €/MW	Désigne le prix unitaire de la capacité	<p>Pour l'Année de Livraison <i>AL</i>, le prix de la capacité <i>Prix</i>_{capacité} correspond à la moyenne arithmétique des enchères relatives à l'Année de Livraison <i>AL</i> organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité entre la notification du marché subséquent et le 31 décembre de l'Année de Livraison <i>AL</i> -1.</p>										

Cas des points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C2 :

Dans le cas des points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C2 (dits « télérelevés »), le prix du mécanisme de capacité **$P_C(h)$** est défini :

- Pour la facturation lors de l'Année de Livraison **AL** sur la base du prix du mécanisme de capacité **$P_C(h)$** tel que résultant de la formule de détermination décrite ci-dessus ;
- Avec une régularisation ex post sur la base de l'obligation réelle générée par la courbe de charge consolidée de chaque point de livraison consommation pour l'Année de Livraison **AL** considérée :
 - Le calcul de l'obligation réelle pour l'Année de Livraison **AL** étant établi sur les consommations réalisées, le titulaire calculera l'obligation de capacité constatée à l'issue de l'Année de Livraison **AL**, pour chaque site sur la base des courbes de charge consolidées et ce, avant le 31 janvier de l'année **AL +1**. Le titulaire déterminera ainsi la différence entre l'obligation de capacité constatée et l'obligation de capacité prévisionnelle, afin de régulariser les écarts entre obligation prévisionnelle facturée en Année de Livraison **AL** et l'obligation réelle.
 - Les prix unitaires de la capacité utilisés pour la régularisation ex post pour l'Année de Livraison considérée correspondent à la première enchère relative à l'Année de Livraison **AL** concernée organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité au cours de l'année **AL +1**.

Le coordonnateur autorise également que les prix unitaires de la capacité utilisés pour la régularisation ex post correspondent à la moyenne arithmétique des enchères relatives à l'Année de Livraison **AL** organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité entre la notification du marché subséquent et le 31 décembre de l'Année de Livraison **AL** -1. Si cette solution est retenue par le candidat, il devra le mentionner explicitement au sein de son mémoire technique. A défaut, les modalités du paragraphe précédent s'appliquent.

Impact du dépassement ou d'une modification du « plafond ARENH » sur les prix de la capacité :

Dans le cas d'un écrêtement du volume d'ARENH consécutif à l'atteinte du « plafond ARENH », le titulaire du marché public subséquent pourra revaloriser les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ ou les prix unitaires liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ d'un prix unitaire additionnel $P_{CE}(h)$ défini comme suit :

$P_{CE}(h) = \frac{\beta(h) \times C_E \times \text{Prix}_{\text{capacité}} E}{NbH}$		
Et où :		
P_{CE}	en €/MWh	Le prix unitaire additionnel du mécanisme de capacité correspondant à la part ARENH écrêté.
h	Sans dimension	Structures de différenciation (horosaisonnalité) telle que définies aux articles 5.2.1.2 et 5.2.2.1 du présent CCP.
β	en %	Part éligible à l'ARENH déterminée par le titulaire de l'accord-cadre au bordereau des prix unitaires du marché subséquent
C_E	Sans dimension	Coefficient d'Ecrêtement pour une année de livraison donnée tel que défini à l'article 5.2.1.3.1 du présent CCP.
NbH	Nombre d'heures	Nombre d'heures de l'Année de Livraison AL concernée
$\text{Prix}_{\text{capacité}} E$	en €/MW	Désigne le prix unitaire de la capacité applicable Correspondant à la dernière enchère relative à l'Année de Livraison AL organisée sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité lors de l'Année de Livraison AL -1.

5.2.2.3 Forme des prix liés au mécanisme de capacité

Pour une Année de Livraison **AL** donnée, les prix liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ peuvent évoluer conformément aux dispositions de l'article 5.3.3 du présent CCP.

5.2.3 Prix associés aux garanties d'origine (lot 1)

5.2.3.1 Structure des prix associés aux garanties d'origine

Le prix associé aux garanties d'origine P_{GO} visées à l'article L. 314-14 du Code de l'énergie est un surcote au prix de la fourniture structuré comme suit :

<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison des membres ayant souhaité associer des garanties d'origine aux consommations d'électricité de tout ou partie de leurs points de livraison. Proportionnels aux quantités consommées
--------------------	--

Unité	• Exprimé en €/MWh HTT
Différentiation	• Propre à chaque Année de Livraison (AL)

5.2.3.2 Détermination des prix associés aux garanties d'origine (lot 1)

Pour le lot 1, les prix unitaires associés aux garanties d'origine **P_{GO}** est un surcoût déterminé pour chaque Année de Livraison **AL** selon les modalités suivantes :

P _{GO}	en €/MWh	Prix unitaire associé aux garanties d'origine	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix unitaire du marché subséquent				
Volumes cibles à associer à des garanties d'origine							
<ul style="list-style-type: none">Le coordonnateur a pré-recensé les besoins des membres en amont de la publication de l'accord-cadre.Chaque membre a déterminé le(s) point(s) de livraison de son périmètre pour le(s)quel(s) il souhaiterait associer des garanties d'origine à 100% des consommations.Le coordonnateur additionne l'ensemble des volumes de chaque membre. Il détermine un volume indicatif global du groupement concerné par les garanties d'origines renouvelables qu'il communique au stade du présent accord-cadre et qu'il précisera dans les documents de la consultation des marchés subséquents. Ces documents préciseront la liste des points de livraison concernés.Les points de livraison dont la consommation est à associer à des garanties d'origine engagent les membres du groupement concernés sur toute la période d'exécution des prestations de fourniture du marché subséquent concerné, à compter des dates de rattachement (ou de début d'application du surcoût) et jusqu'à la fin du marché ou jusqu'à la date de détachement de chaque point de livraison concerné (y compris dans le cas d'un détachement anticipé dont les conditions sont précisées à l'article 12.3 du présent CCP). <p>Pour chaque lot concerné, au stade de la consultation de l'accord-cadre, le volume de points de livraison concerné par les garanties d'origine et les consommations annuelles estimées sont les suivants :</p> <table><tr><th>Nombre de points de livraison</th><th>Consommation annuelle estimée</th></tr><tr><td>5</td><td>2 095 MWh</td></tr></table>				Nombre de points de livraison	Consommation annuelle estimée	5	2 095 MWh
Nombre de points de livraison	Consommation annuelle estimée						
5	2 095 MWh						
Attestation des garanties d'origine							
<p>L'origine renouvelable de l'électricité sera attestée par des certificats de garantie d'origine dans les conditions définies par les articles L.314-14 et suivants du Code de l'Energie et leurs textes d'application.</p> <p>Les garanties d'origine délivrées dans d'autre Etats membres de l'Union Européenne peuvent également être utilisées.</p> <p>A la fin de chaque année de consommation et au plus tard le 31 mars de l'année de livraison AL +1, le titulaire devra fournir à chaque membre concerné :</p> <ul style="list-style-type: none">A chaque membre un certificat attestant de la garantie d'origine de l'électricité « verte » correspondant au volume de consommation (en kWh) de chacun de ces membres.Au coordonnateur, les attestations du teneur de registre prouvant l'utilisation particulière des garanties d'origine pour le volume alloué au profit des membres du groupement de commandes.							

5.2.3.3 Forme des prix associés aux garanties d'origine

Pour une Année de Livraison **AL** donnée, les prix unitaires associés aux garanties d'origine **P_{GO}** sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

5.2.4 Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

5.2.4.1 Structure des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Le prix associé aux obligations d'économies d'énergie **P_{CEE}** visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie est un prix unitaire structuré comme suit :

<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
<i>Différentiation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Propre à chaque Année de Livraison (AL)

5.2.4.2 Détermination des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie **P_{CEE}** sont déterminés pour chaque Année de Livraison **AL** sur la base de la formule suivante :

$P_{CEE} = Coeff_{CEE_C} \times (Prix_{CEE_C} + Coeff_{CEE_P} \times Prix_{CEE_P})$			
Où :			
P_{CEE}	en €/MWh	Le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie	
Prix_{CEE_C}	en €/MWh cumac	Désigne le prix d'un CEE classique	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
Prix_{CEE_P}	en €/MWh cumac	Désigne le prix d'un CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique	
Coeff_{CEE_C}	en MWh cumac/MWh	Désigne le coefficient multiplicateur d'obligation	Défini à l'article R.221-4 du Code de l'énergie
Coeff_{CEE_P}	Sans dimension	Désigne le coefficient multiplicateur d'obligation au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique	Défini à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie

5.2.4.3 Forme des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie **P_{CEE}** sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie **P_{CEE}** peuvent évoluer conformément aux dispositions de l'article 5.3.4 du présent CCP.

5.2.5 Les tarifs d'acheminement

Les tarifs d'acheminement de l'électricité (**lots 1 et 2**) sont facturés conformément au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) en vigueur, tel que fixé par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

Les tarifs d'acheminement du gaz naturel (**lot 3**) sont facturés conformément aux tarifs d'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT) et de distribution (ATRD) en vigueur, tels que fixés par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les tarifs d'acheminement sont révisables conformément aux dispositions de l'article 5.3.1 du présent CCP.

5.2.6 Obligation de stockage du gaz naturel et application du « filet de sécurité (lot 3)

L'article 12 de la loi n°2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement prévoit que le revenu des opérateurs de stockage est régulé. Conformément à l'article L. 421-5-1 du code de l'énergie, les capacités des infrastructures de stockage mentionnées à l'article L. 421-3-1 du même code sont souscrites à l'issue d'enchères publiques. La différence, positive ou négative, entre les recettes des opérateurs (majoritairement issues des enchères), et leur revenu autorisé est compensée via l'application, au sein du tarif d'utilisation du réseau de transport de gaz naturel (tarif ATRT) d'un terme tarifaire dédié.

En application de l'article L421-6 du code de l'énergie, dans l'hypothèse où les capacités correspondant aux stocks minimaux mentionnés à l'article L. 421-4 du code de l'énergie n'auraient pas été souscrites, le ministre chargé de l'énergie déclenche un « filet de sécurité ». En dernier recours, il pourrait imposer au titulaire du marché subséquent concerné de constituer des stocks complémentaires dans des conditions précisées par décret pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

En cas du déclenchement de ce « filet de sécurité », les dispositions de l'article 5.5.1 s'appliquent.

5.2.7 Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)

Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) sont facturés aux membres sans marge conformément aux catalogues de prestations de chaque GRD en vigueur fixés par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) sont révisables conformément aux dispositions de l'article 5.3.2 du présent CCP.

5.2.8 Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (lots 1 et 2).

Conformément à la délibération de la CRE n°2017-041 du 9 mars 2017, le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre est fixé à 0 €/MWh depuis le 1^{er} février 2017.

En cours d'exécution des marchés subséquents, le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre est révisable conformément aux dispositions de l'article 5.3.5 du présent CCP.

5.2.9 Les taxes et contributions

Les prix figurant au bordereau des prix des marchés subséquents s'entendent hors toutes taxes et contributions. Les taux de TVA en vigueur s'appliquent à la facturation.

5.3 Evolution des prix

5.3.1 Evolution des tarifs d'acheminement

En cours d'exécution des marchés subséquents, le tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) et les tarifs d'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT) et de distribution (ATRD) sont révisables à chaque évolution tarifaire telle que fixée par la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie.

Les montants correspondants aux variations des tarifs d'acheminement sont répercutés intégralement aux membres de manière transparente et sans marge à la hausse comme à la baisse.

5.3.2 Evolution des prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) sont révisables à chaque révision des catalogues de prestations de chaque GRD conformément aux décisions de la Commission de Régulation de l'Energie.

Les montants correspondants aux variations des tarifs des prestations sont répercutés intégralement aux membres de manière transparente et sans marge à la hausse comme à la baisse.

5.3.3 Evolution des prix liés au mécanisme de capacité (lots 1 et 2)

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ sont déterminés par application à la formule définie à l'article 5.2.2.2 du présent CCP.

En cas d'évolution du coefficient de sécurité **Coef_{sécurité}**, le titulaire du marché subséquent concerné applique la formule ci-dessous :

$P_C(h) = Coeff_{capacité}(h) \times Coeff_{sécurité}^N \times Prix_{capacité}$	
Où :	
Coef_{sécurité} ^N	Sans dimension Désigne le nouveau coefficient de sécurité Nouveau coefficient de sécurité fixé par le ministère de l'Energie sur avis de CRE en vigueur pour l'Année de Livraison AL considérée.
Les autres termes de la formule sont définis à l'article 5.2.2.2 du présent CCP.	

5.3.4 Evolution des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Les prix associés aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} , sont déterminés par application de la formule définie à l'article 5.2.4.1 du présent CCP.

En cas d'évolution des obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, le titulaire du marché subséquent concerné applique la formule ci-dessous :

$P_{CEE_N} = P_{CEE_0} + (Coef_{CEE_{C_N}} - Coef_{CEE_{C_0}}) \times Prix_{CEE_{C_N}} + (Coef_{CEE_{C_N}} \times Coef_{CEE_{P_N}} - Coef_{CEE_{C_0}} \times Coef_{CEE_{P_0}}) \times Prix_{CEE_{P_N}}$	
Où :	
P_{CEE0}	en €/MWh Prix unitaire associé aux obligations d'économie d'énergie applicable lors de la remise des offres du marché subséquent, conformément aux dispositions de l'article 5.2.4.1 du présent CCP.

$Coef_{CEE_C_0}$	en MWh cumac/MWh	Désigne le coefficient multiplicateur d'obligation en vigueur lors de la remise des offres du marché subséquent	Coefficients d'obligation applicables lors de la remise des offres du marché subséquent, tel que publié au Journal Officiel.
$Coef_{CEE_P_0}$	Sans dimension	Désigne le nouveau coefficient multiplicateur d'obligation au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique en vigueur lors de la remise des offres du marché subséquent	
$Coef_{CEE_C_N}$	en MWh cumac/MWh	Désigne le nouveau coefficient multiplicateur d'obligation	Nouveaux coefficients d'obligation applicables à la période de livraison concernée tel que publié au Journal Officiel.
$Coef_{CEE_P_N}$	Sans dimension	Désigne le nouveau coefficient multiplicateur d'obligation au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique	
$Prix_{CEE_C_N}$	en €/MWh cumac	Désigne le nouveau prix d'un CEE classique déterminé sur la base de la moyenne arithmétique des prix de clôture des CEE classique pour une livraison à terme sur les deux semestres de l'année de livraison AL , tels que publiés par la plateforme d'échange C2E Market le mois de novembre de l'année AL -1.	
$Prix_{CEE_C_P}$	en €/MWh cumac	Désigne le nouveau prix d'un CEE précarité déterminé sur la base de la moyenne arithmétique des prix de clôture des CEE précarité pour une livraison à terme sur les deux semestres de l'année de livraison AL , tels que publiés par la plateforme d'échange C2E Market le mois de novembre de l'année AL -1.	

Les candidats peuvent proposer dans leur mémoire technique (à la section dédiée aux commentaires libres) un mode de valorisation des nouveaux prix d'un CEE classique et précarité (**$Prix_{CEE_C_N}$ et $Prix_{CEE_C_P}$**) issu de la plateforme EMMY. Dans ce cas de figure, le candidat décrit précisément les modalités proposées dans son mémoire technique.

5.3.5 Evolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (lots 1 et 2).

En cours d'exécution des marchés subséquents, le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre est révisable conformément aux évolutions fixées par la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie.

Chaque évolution conduira à une modification en conséquence des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents, de façon parfaitement transparente, sans marge ni frais de gestion.

5.3.6 Evolution des taxes et contributions

Les factures sont mises en conformité avec toute décision réglementaire venant modifier les conditions d'application des taxes et contributions.

5.3.7 Evolution du prix de l'ARENH dans le cas d'un approvisionnement intégrant le mécanisme ARENH (lots 1 et 2)

Dans le cas où le prix serait basé sur un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH, le prix de la fourniture d'énergie électrique fixé au bordereau des prix est révisé en cours d'exécution du marché subséquent pour tenir compte d'une évolution du prix réglementé de l'ARENH durant la période de marché.

Les formules de détermination des prix unitaires de fourniture $P_f(h)$ sont révisables en remplaçant P_{ARENH} par P_{ARENH}^N , où :

P_{ARENH}^N	en €/MWh	Nouveau prix de l'ARENH	Nouveau prix de l'ARENH applicable à la période de livraison tel que publié au Journal Officiel.
---------------	----------	-------------------------	--

5.4 Formalisation du bordereau des prix

Pour une année de livraison **AL** donnée, après l'achèvement des prises de position permettant de couvrir la totalité des besoins et la dernière enchère des garanties de capacité (lots 1 et 2), le coordonnateur formalise le bordereau des prix unitaires en tenant notamment compte :

- des formules de détermination des prix décrites ci-dessus ;
- des volumes (exprimés en pourcentage de chaque produit) fixés à chaque prise de position (dans le cas d'une mode de détermination des prix unitaires basé sur des opérations de couverture) pour les lots 1 et 3.

Le coordonnateur adresse au titulaire du marché subséquent le bordereau des prix unitaires mis à jour (et applicable pour facturation) signé du représentant du coordonnateur.

Dans un délai ne pouvant excéder dix (10) jours ouvrés, le titulaire du marché subséquent concerné renvoie au coordonnateur le bordereau des prix unitaires contresignés du représentant habilité à engager le titulaire.

Le titulaire du marché subséquent ne pourra pas mettre en œuvre un bordereau des prix unitaires qui n'a pas fait l'objet du processus de validation décrit ci-dessus.

5.5 Clause de revoyure (évolution induite par la réglementation)

5.5.1 Evolution induite par la réglementation

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations (modification de la structure du dispositif à l'ARENH, du coefficient de bouclage associé au calcul des droits à l'ARENH, des certificats d'économie d'énergie ou de capacité...), le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites par voie d'avenant.

Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

5.5.2 Evolution induite par l'atteinte du seuil de flexibilité

Préalablement à l'atteinte du seuil de flexibilité, le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront pour préciser, par voie d'avenant, les conditions technico-économiques qui permettraient :

- de tenir compte du solde de flexibilité (volumes excédentaires / déficitaires) en cohérence avec les conditions économiques du moment et du jour de la remise des offres du marché subséquent concerné ;
- qui permettraient de rattacher ou de détacher tous points de livraison supplémentaires au-delà des seuils fixés à l'article 4.3.1 du présent CCP et en cohérence avec les conditions économiques du moment.

Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer et de justifier les conséquences induites par l'atteinte du seuil de flexibilité (justification des volumes, conditions d'approvisionnement...).

5.5.3 Evolution induite par l'intégration d'une démarche de « circuit-court »

En cours d'exécution des marchés subséquents, le coordonnateur souhaite pouvoir étudier l'opportunité d'intégrer un mécanisme de « circuit court » visant à valoriser les productions d'électricité d'origine renouvelable. Ce dispositif pourrait, le cas échéant, être couplé à un mécanisme d'effacement des consommations.

Le cas échéant, le coordonnateur du groupement et le titulaire du marché subséquent se rapprocheront pour préciser, par voie d'avenant, les modalités d'intégration de ces capacités de production et/ou d'effacement au sein du périmètre de responsabilité d'équilibre du marché subséquent concerné.

6 MODALITES FINANCIERES GENERALES

6.1 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est déterminé en fonction des règles applicables à chaque membre.

Les personnes publiques sont soumises à l'application du décret n°2013-269 en date du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder :

Pour les Etablissements publics de santé	50 jours
Pour l'Etat et ses établissements publics	30 jours
Pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux	30 jours

Pour les membres relevant de la comptabilité privée, ce sont les dispositions de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie modifiée par la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 (article 35) reprises à l'article L441-6 du Code de commerce, qui s'appliquent.

6.2 Modalités de règlement

Pour les membres soumis aux règles de la comptabilité publique, le règlement peut s'effectuer à l'échéance sous forme de :

- Mandat administratif.
- Paiement sans mandatement préalable sous réserve de la signature d'une convention entre l'ordonnateur et son comptable public (instruction 01-021 M0 du 16 février 2001).
- Prélèvement sous réserve, de la signature de la convention tripartite (ordonnateur, comptable et le titulaire du marché subséquent) établi par le Ministère du Budget.

Pour les membres relevant de la comptabilité privée, le règlement des factures s'effectue de préférence par prélèvement.

Avant basculement des points de livraison dans l'offre du marché subséquent, le titulaire du marché se rapproche des membres afin de définir les modalités de règlement propre à chacun. Le titulaire ne pourra pas imposer le mode de règlement qui l'arrange. Le choix sera toujours du ressort du membre.

6.3 Financement

Le marché est financé par les ressources propres de chaque membre du groupement.

6.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement tel que prévu à l'article 6.1 du présent CCP.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

F : forfait de 40 € pour frais de recouvrement

6.5 Avances

Sauf en cas de renonciation des titulaires des marchés subséquents indiquée dans l'acte d'engagement des marchés subséquents, une avance est versée par un membre si le montant initial estimé de son marché est supérieur à 50 000 euros HTT. Dans ce cas, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois la valeur HTT estimée du marché du membre divisée par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par l'application des clauses de variation des prix.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement aux titulaires et commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant HTT estimé. Ce remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant HTT estimé.

Les membres concernés peuvent conditionner le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande sur tout ou partie de l'avance.

6.6 Cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir les créances liquides ou exigibles.

7 OBLIGATIONS

7.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au coordonnateur et aux membres concernés tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2 Obligation de confidentialité

Chaque titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution du service.

L'ensemble des membres s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire.

Le titulaire et l'ensemble des membres s'engagent, chacun pour leur part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Les données de comptage sont propriétés du membre, confidentielles, et ne peuvent donc, en aucun cas, être communiquées à une tierce personne sauf si celle-ci a été mandatée par le membre.

Les règles de confidentialité des GRT et des GRD sont applicables et opposables au présent accord-cadre et ses marchés subséquents.

7.3 Obligations relatives à la protection des données à caractères personnel (RGPD)

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

7.4 Communication par les titulaires

Préalablement à toute communication du titulaire, par voie de presse, commerciale ou publicitaire, relative aux prestations objet de l'accord-cadre, le titulaire transmet au coordonnateur, pour validation, le contenu de la communication envisagée, sauf s'il s'agit d'une simple mention de l'USEDA figurant sur ses supports commerciaux remis dans le cadre d'une réponse à un appel d'offres public (ou privé) en ce qui concerne les références de clients du titulaire.

Aucune communication ne peut être réalisée par le titulaire sans la validation formelle du coordonnateur.

7.5 Obligations d'information liée à la modification des statuts des titulaires

Durant la période de validité de l'accord-cadre et des marchés subséquents, le titulaire est tenu de communiquer au coordonnateur et aux membres tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société. S'il néglige de se conformer à cette obligation, les membres ne sauraient être tenus pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont les membres ou le coordonnateur n'aurait pas été informé.

8 PENALITES

Les pénalités présentent un caractère libératoire. Néanmoins, le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles, y compris pour les prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du coordonnateur ou du membre de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Des pénalités seront dues par le titulaire du marché subséquent dans les cas suivants, par dérogation aux articles 3.2.1, 3.2.2 et 14.1.1 du CCAG-FCS :

Erreur de facturation	En cas d'erreur de facturation imputable au titulaire ou de non-conformité avec les exigences du présent Cahier des Clauses Particulières, le membre du groupement sera en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement.
------------------------------	---

	<p>Le titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité formulée par simple courriel. En cas de non-conformité renouvelée ou en l'absence de réponse, la pénalité ci-dessous est applicable.</p> <p>Cette pénalité est également applicable dans les situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en cas de non facturation au moins une fois par an sur index réel (relevé par le Gestionnaire du Réseau de Distribution ou autorelevé), dans les conditions fixées par l'article L224-11 du code de la consommation (à l'exception des cas induits par une absence de relève de la part du Gestionnaire des Réseaux de Distribution) ; • lorsque la consommation estimée par le titulaire sur la période de consommation facturée est supérieure à au moins 30 % de la consommation constatée l'année précédente sur les mêmes mois (au prorata temporis du nombre de jours de la période de consommation facturée), • en cas de non-respect des choix retenus par les membres et convenues avec le titulaire lors des opérations de bascule prévues à l'article 11 du présent CCP. (des modalités de paiement et de facturation retenues par les membres, libellés dans points de livraison, libellé des membres, regroupements et libellés associés, personnalisation des factures...); en dehors des demandes de modifications des membres postérieurement au terme de la phase de bascule. <p>Montant de la pénalité : Quinze (15) euros par jour calendaire et par facture non conforme à compter du quinzième (15^{ème}) jour à dater de de demande de mise en conformité.</p> <p>Pénalité applicable par : Le membre concerné.</p>
<p>Retard de facturation</p>	<p>En cas de non-transmission :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des premières factures avant le dernier jour du mois M+2 suivant le dernier mois M de la période de facturation conforme à la fréquence d'émission des factures convenue avec le membre ; • des factures suivantes avant le dernier jour du mois M+2 suivant le dernier mois M de la période de facturation conforme à la fréquence d'émission des factures convenue avec le membre, <p>le titulaire encourt la pénalité ci-dessous après avoir procédé au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité formulée par simple courriel. Cette pénalité est applicable au titulaire si le défaut lui est imputable.</p> <p>Montant de la pénalité : Quinze (15) euros par jour calendaire de retard à compter du premier jour de retard et pour chaque facture non transmise.</p> <p>Pénalité applicable par : Le membre concerné.</p>
<p>Défaut de rattachement ou de détachement d'un point de livraison</p>	<p>En cas de défaut imputable au titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'intégration d'un point de livraison à la date fixée dans le marché subséquent ou dans l'ordre de service pour le rattachement d'un nouveau point de livraison tel que précisé à l'article 12.2 du présent CCP (y compris dans le cas des branchements provisoires en électricité) ; • de retrait d'un point de livraison à la date fixée dans l'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison tel que précisé à l'article 12.3 du présent CCP ou d'un branchement provisoire en électricité ; <p>le titulaire encourt la pénalité ci-dessous après avoir procédé au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité formulée par simple courriel.</p> <p>Le titulaire procède également au remboursement des éventuels surcoûts supportés par le membre en conséquence du retard ou de l'avance de rattachement ou de détachement. Le membre concerné apporte alors les justificatifs du surcoût qu'il a supporté à tort.</p>

	<p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire de retard suivant la date de rattachement ou de détachement indiquée dans l'ordre de service.</p> <p>Pénalité applicable par : Le membre concerné.</p>
Non réception de l'accusé réception de la notification et de l'ordre de service	<p>Si le titulaire du marché subséquent ne renvoie pas la notification du marché ou l'ordre de service de rattachement d'un nouveau point de livraison complété dans sa partie accusé réception dans le délai fixé à dix (10) jours calendaires, le titulaire encourt la pénalité ci-dessous après avoir procédé au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité formulée par simple courriel.</p> <p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire de retard à compter du premier jour de retard.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur ou le membre concerné.</p>
En cas de non-respect des délais de transmission des fichiers	<p>En cas de non-respect des délais de transmission des fichiers définis au Cahier des Clauses Particulières à l'attention des membres ou du coordonnateur, le titulaire encourt la pénalité ci-dessous après avoir procédé au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité formulée par simple courriel.</p> <p>Montant de la pénalité : Vingt-cinq (25) euros par jour calendaire et par fichier à compter du premier jour suivant le délai défini au Cahier des Clauses Particulières.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur ou le membre concerné.</p>
Indisponibilité ou non mise à jour de l'espace client	<p>En cas de non-crédation ou d'indisponibilité de la plateforme de mise à disposition des données de facturation en ligne définie au présent CCP, ou d'indisponibilité des données définies à l'article 16 du présent CCP, après avoir procédé au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité par un utilisateur formulée par simple courriel et en l'absence d'un cas prévu à l'article 16 du présent CCP, le titulaire encourt la pénalité ci-dessous.</p> <p>Montant de la pénalité : Vingt-cinq (25) euros par jour calendaire d'indisponibilité ou de non mise à disposition débutant 48 heures après le jour du constat d'indisponibilité initial.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur ou le membre concerné.</p>
Non réalisation des réunions	<p>En cas de non-programmation ou non réalisation des réunions décrites à l'article 14.5 du présent CCP suivant la demande du membre ou du coordonnateur par tout moyen permettant de donner date certaine de la réception de l'information (date de la demande ou date de programmation convenue avec le titulaire), le titulaire encourt la pénalité ci-dessous.</p> <p>Montant de la pénalité : Cent (100) euros par réunion non programmée ou non réalisée.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur ou le membre concerné.</p>
Non-certification ou de certification partielle des	<p>En cas de non-respect par le titulaire de la certification des volumes fournis en garanties d'origine, conformément aux dispositions de l'article 5.2.3.2 du présent CCP, en cas de non-certification ou de certification partielle des volumes électricité « verte » (remise au coordonnateur des attestations du teneur de registre prouvant l'utilisation particulière des</p>

volumes électricité « verte »	garanties d'origine pour le volume alloué au profit des membres du groupement de commandes), le titulaire encourt la pénalité ci-dessous.	
	Montant de la pénalité : 0,5 €/MWh HTT pour chaque MWh d'électricité « verte » non certifié.	
	Pénalité applicable par : Le coordonnateur.	
Non réponse à un marché subséquent	En cas de non-réponse à un marché subséquent consécutivement une invitation à soumissionner adressée par le coordonnateur, le titulaire de l'accord-cadre encourt la pénalité ci-dessous après avoir procédé au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité formulée par simple courriel.	
	Montant de la pénalité : Deux mille (2 000) euros par lot concerné.	
	Pénalité applicable par : Le coordonnateur.	
Plafonnement des pénalités	Le montant annuel cumulé des pénalités encourues par le titulaire d'un lot est plafonné comme suit :	
	Bénéficiaire de la pénalité	Seuil de plafonnement
	Membre	5% du montant annuel facturé au membre (hors acheminement et toutes taxes et contributions) pour le lot concerné.
	Coordonnateur	0,5% du cumul du montant annuel facturé à chaque membre du marché subséquent (hors acheminement et toutes taxes et contributions) pour le lot concerné.
	La pénalité pour non-réponse à un marché subséquent ne fait pas l'objet de plafonnement.	
Seuil d'exonération de pénalités	Sans seuil plancher, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.	

9 DISPOSITONS ADMINISTRATIVES DIVERSES

9.1 Autorisation d'accès aux données techniques et contractuelles associées aux points de livraison

L'USEDA, coordonnateur du groupement, autorise :

- les candidats au présent accord-cadre, titulaire d'une autorisation d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes (lots 1 et 2) ou d'une autorisation de fourniture de gaz naturel (lot 3), à demander et à recevoir communication auprès du gestionnaire du réseau de distribution concerné, des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison figurant en annexe du présent CCP. Cette autorisation n'est valable que jusqu'à la date limite de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation ;
- les titulaires de l'accord-cadre à demander et à recevoir communication auprès du gestionnaire du réseau de distribution concerné, des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison figurant en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent. Cette autorisation n'est valable que jusqu'à la date limite de remise des offres figurant dans la lettre de consultation des marchés

subséquents ;

- le titulaire d'un marché subséquent à recevoir communication du GRD des données des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison prenant part au marché (y compris les courbes de charge à fréquence quotidienne ou hebdomadaire) et ce, pendant la durée d'exécution du marché subséquent concerné.

9.2 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

9.3 Droit - langue et monnaie

Le droit français est seul applicable aux présents accords-cadres et marchés subséquents. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents en cas de litige concernant l'application ou l'exécution de ces contrats.

Les titulaires de l'accord-cadre et les titulaires des marchés subséquents emploient la langue française dans tous leurs échanges avec les membres quel qu'en soit le support (factures, documents, rapports, correspondances écrites ou orales).

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

9.4 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée.

9.5 Résiliation

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) pour l'accord-cadre et ses marchés subséquents.

En complément des dispositions du CCAG FCS, si le titulaire du marché fait l'objet d'une interdiction de fourniture d'électricité (lot 1 et 2) ou de gaz naturel (lot 3), le présent marché est résilié de plein droit à la date d'effet de l'interdiction, sans ouvrir droit à indemnité par le titulaire du marché. Un fournisseur de dernier recours se substitue au titulaire défaillant dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), si le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du même Code, il enjoint aussitôt à l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise, mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, doit apporter, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, l'accord-cadre pourra être rompu sans indemnités, aux frais et risques du cocontractant.

Dans tous les cas, le changement de fournisseur consécutif à la résiliation s'effectue sans suspension de fourniture.

9.6 Différents et litiges

Il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de recours contentieux, la loi française est seule applicable et le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Amien :

Tribunal administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier CS 81114 80011 AMIENS Cedex 1
Téléphone : 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 3 61 71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Site internet : <https://amiens.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

- Les articles 3.5.1 et 4.6.1 (pièces contractuelles) du présent CCP dérogent à l'article 4.1 du CCAG
- L'article 5.1 (contenu des prix) du présent CCP déroge à l'article 10.1.3 du CCAG
- L'article 8 (pénalités) du présent CCP déroge aux articles 3.2.1, 3.2.2, 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG
- L'article 12.4 (modalités de gestion des ordres de service) du présent CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG

DEUXIEME PARTIE : CLAUSES TECHNIQUES

11 MODALITES DE BASCULE : OPERATIONS PREALABLES AU DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FOURNITURE

A compter de la notification du marché subséquent, le titulaire concerné procède à l'ensemble des démarches envers les GRD concernés et les membres pour garantir :

- l'application des dispositions de l'accord-cadre et du marché subséquent concerné pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel,
- le début d'exécution des prestations de fourniture conformément aux dispositions de l'article 4.4 du présent CCP.

Ces démarches couvrent notamment :

- les démarches à mener auprès de chaque membre et du coordonnateur dans les conditions prévues ci-dessous,
- les opérations de changement de fournisseur pour chacun des points de livraison du périmètre validé par chaque membre,
- le paramétrage des systèmes de facturation intégrant les conditions du marché et les choix de chaque membre,
- le paramétrage des comptes d'accès aux espaces client.

Modalités de bascule auprès des membres

1) Après notification du marché subséquent et à compter d'une date convenue avec le coordonnateur, le titulaire se met en relation avec chacun des membres de manière à leur présenter :

- Le contexte, la démarche et les enjeux associés à la phase de bascule,
- La liste de leurs points de livraison et leurs caractéristiques,
- L'ensemble des points de validation ou les choix qu'ils ont à réaliser.

Le titulaire reprendra nécessairement l'ensemble des informations mises à disposition en annexe 1 de l'acte d'engagement des marchés subséquents et pour constituer ses bases d'échange avec les membres.

2) Les membres disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires pour confirmer ou compléter au titulaire les éléments suivants :

- **La liste des points de livraison devant être basculés** dans le périmètre du marché subséquent concerné ainsi que les informations administratives associées :
 - Les informations associées au membre lui-même (nom, références, adresses...) et ses différents points de contacts (technique, administratif, comptable public ou payeurs...),
 - Les informations liées à l'acheminement (références, type de contrat d'accès...)
 - L'identification du point de livraison (libellé du site, adresse...).

- **Les caractéristiques techniques associées à chaque point de livraison** et notamment les options et paramètres issus des bases des GRD et utilisés par la facturation et l'optimisation des tarifs d'acheminement.

- **La période d'exécution des prestations de fourniture** pour chaque point de livraison et en l'occurrence la date de rattachement et de détachement.
Le titulaire portera l'attention des membres sur les points de livraison pour lesquels la date de rattachement (champ « Date de basculement » de l'annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent) est antérieure (cas d'un membre pour lequel l'échéance du nouveau contrat de fourniture n'était pas connue au moment de la publication du marché subséquent) ou postérieure au 01/07/2024 (pour le premier marché subséquent de chaque lot) afin de s'assurer de la validité des échéances.

- **Les conditions de facturation et de paiement** et notamment :
 - Le choix du membre en matière de regroupement de factures
 - Les informations de personnalisation des factures
 - La fréquence de facturation souhaitée
 - Le mode de paiement des factures
 - Le mode d'envoi des factures
 - Les informations de dématérialisation des factures selon les systèmes utilisés par chacun.

Au cours de ce délai de trente (30 jours), le titulaire procèdera à une ou plusieurs phases de relance des membres.

- 3) Au terme de ce délai de trente (30 jours), le titulaire devra ensuite procéder à une ultime phase de relance des membres.
Les membres disposent alors d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour faire retour au titulaire.
- 4) En l'absence de réponse du membre au terme de la phase de relance, les modalités suivantes sont réputées demandées par le membre :
 - Une facture groupée pour l'ensemble des points de livraison du membre ;
 - Le paiement par virement.

Conditions d'évolution du périmètre au cours de la phase de bascule :

Les évolutions entre la liste de points de livraison jointe lors de la remise en concurrence au stade du marché subséquent et la liste validée dans le fichier périmètre se font dans le cadre de l'article 12.4 du présent CCP, et feront l'objet d'un ordre de service par le membre.

Conditions d'échange avec le coordonnateur pendant la phase de bascule

Préalablement à tout rapprochement avec les membres :	<p>Le coordonnateur et le titulaire se rapprocheront pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • valider le contenu des échanges avec les membres, • déterminer la date à partir de laquelle le titulaire débutera sa mise en relation avec les membres ; • préciser les modalités d'information et d'échange avec le coordonnateur au cours de la phase de bascule.
Au cours du processus de bascule :	<p>Le coordonnateur sera régulièrement tenu informé de l'avancement de la bascule vis-à-vis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du retour des membres par nature (finalisé initialisé, incomplet...) ; • du processus de changement de fournisseur et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • état d'avancement des demandes de changement de fournisseur, • état des rejets du GRD concerné par motif de rejets (RAE inexistant, RAE résilié, RAE en cours de résiliation, autre demande de résiliation en cours sur le RAE....), • état des points de blocage avec les membres et/ou le GRD.
Au terme de la phase de bascule :	<p>Le coordonnateur sera destinataire des choix de chaque membre (bilan du périmètre) pour leurs périmètres respectifs. Tel que prévu à l'article 17.1 du présent CCP, le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur le fichier périmètre au format tableur exploitable validé à la date d'exécution des prestations de fourniture de chaque lot.</p>

12 EVOLUTION DU PERIMETRE DU MARCHÉ

12.1 Cas des évolutions statutaires ou des transferts de compétence entre collectivités

Il est rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié lors du transfert de compétence entre collectivités. En effet, l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit le transfert d'équipements et des contrats d'acheminement et de fourniture en cours y afférent. De façon similaire, les évolutions statutaires d'établissements publics ou sociétés publiques locales préalablement intégrés au marché n'impliquent pas une modification du périmètre du marché.

Le titulaire du marché subséquent sera informé du changement de bénéficiaire et devra apporter la même qualité d'intervention dans la gestion de ses relations avec ce nouveau bénéficiaire et lui adresser la facturation, selon les mêmes modalités. Les droits et obligations du marché subséquent en cours demeurent inchangés.

12.2 Rattachement d'un point de livraison

12.2.1 Points de livraison mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents

La notification des marchés subséquents vaut ordre de service de rattachement des points de livraison à la date mentionnée en annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent (champ « Date de basculement »).

Pour les points de livraison pour lesquels la date mentionnée au champ « Date de basculement », de l'annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent est antérieure ou postérieure au 01/07/2024 (pour le premier marché subséquent de chaque lot), le titulaire devra se rapprocher des membres, à minima trente et un (31) jours calendaires avant la date de rattachement souhaitée afin de reconfirmer ces échéances (validées préalablement par le membre lors des opérations de bascule) et de procéder aux opérations de rattachement auprès du GRD concerné.

12.2.2 Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents

En cours d'exécution d'un marché subséquent, à la demande d'un membre, des points de livraison, non mentionnés dans la liste annexée à l'acte d'engagement du marché subséquent du lot concerné, peuvent faire l'objet d'un rattachement. Ce rattachement peut notamment survenir à la faveur :

- d'un nouveau besoin consécutif de la mise en service d'un ou plusieurs points de livraison, de l'échéance de contrats conclus à prix marché...
- d'un besoin provisoire en électricité (lots 1 et 2) consécutif à une demande de mise en service d'une installation temporaire par le GRD : chantiers, travaux, branchements forains...

12.3 Détachement d'un point de livraison

A la demande du membre, le titulaire s'engage à procéder au retrait du périmètre du marché de tout point de livraison du membre concerné, dans les cas suivants :

Cas 1	Suppression ou résiliation de points de livraison liée à la disparition d'un besoin de fourniture.
Cas 2	Le point de livraison ne présente plus les caractéristiques du marché consécutivement à une optimisation tarifaire.
Cas 3	Le détachement de tout point de livraison en dehors des cas ci-dessus, sous réserve de l'accord du titulaire du marché subséquent, dans les conditions prévues à l'article 4.3 du présent CCP.

12.4 Modalités de gestion des ordres de service

Les demandes de rattachements (y compris provisoires) ou de détachements de points de livraison sont formalisés par un ordre de service établi par le membre. **Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS, l'envoi des ordres de services au titulaire s'effectue par tout moyen. Pour tout envoi dématérialisé, le titulaire accuse obligatoirement réception de l'ordre de service.**

Les membres peuvent également générer et éditer les ordres de service :

- via une interface commune au membre du groupement (plateforme mise à disposition par le coordonnateur à l'ensemble des membres) ;
- via une interface dédiée de l'espace client proposé par le titulaire, dès lors :
 - le contenu des ordres de service respectent les modèles figurant en annexe 2,
 - qu'un exemplaire complété peut être renvoyé systématiquement (avec accusé de réception) et par tout moyen au membre concerné et au coordonnateur.

Le titulaire d'un marché subséquent ne pourra pas imposer le mode de communication ou de complétude des ordres de service qui l'arrange.

Les ordres de service seront exécutoires à compter de la date de réception de l'ordre de service par chaque titulaire.

12.4.1 Rattachement et de détachement des points de livraison :

Le rattachement (y compris provisoire) et le détachement d'un point de livraison sont formalisés par un ordre de service établi par le membre selon les modèles suivants figurant en annexe 2 :

Annexe 2 des lots 1 et 2	<u>Modèle 1</u> :	• Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
	<u>Modèle 2</u> :	• Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison provisoire
	<u>Modèle 3</u> :	• Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
Annexe 2 du lot 3	<u>Modèle 1</u> :	• Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
	<u>Modèle 2</u> :	• Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison

Le rattachement et le détachement d'un point de livraison est réalisé dans les conditions suivantes :

Rattachement d'un point de livraison (y compris dans le cas des branchements provisoires)
<p>Le(s) nouveau(x) points de livraison sera (seront) rattachés au lot dont il(s) relève(nt) tel qu'il est défini à l'article 3.2 du présent CCP, dans les conditions et la limite des volumes indiquées à l'article 4.3 du présent CCP.</p> <p>Le processus de rattachement est le suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Au besoin, le membre se rapproche du titulaire qui l'assistera dans la récupération des informations nécessaires à la complétude des ordres de service. Le titulaire dispose alors de trois (3) jours calendaires [ramené à un (1) jour calendaire dans le cas des branchements provisoires] pour assister le membre. 2) Le membre notifie l'ordre de service au titulaire. 3) Le titulaire dispose alors :

- D'un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service adressé par le membre pour vérifier sa complétude et sa cohérence. Dans le cas des demandes de rattachement « express » ou « en urgence », cette vérification devra s'opérer le jour de la réception de la demande. En cas de besoin, le titulaire devra se rapprocher du membre concerné dans ce même délai afin de l'informer de l'incomplétude ou de l'incohérence identifiée.
- Des délais suivants pour faire la demande de changement de fournisseur ou de mise en service au GRD concerné à compter de la réception d'une demande complète :

Rattachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
Rattachement « express » ou « en urgence » d'un point de livraison	Un (1) jour calendaire
Rattachement d'un point de livraison provisoire	Trois (3) jours calendaires

Le rattachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.

Si le rattachement demande un déplacement pour intervention, la mise en service du point de livraison sera suivant la date prévisionnelle convenue entre le membre et le GRD concerné.

- 4) Le titulaire renvoie par tout moyen un exemplaire de l'ordre de service dûment complété :
- au membre concerné,
 - au coordonnateur (en copie systématique),
 - dans les délais suivants à compter de la date de signature de l'ordre de service par le membre.

Rattachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
Rattachement d'un point de livraison provisoire	Trois (3) jours calendaires

Détachement d'un point de livraison

Le processus de détachement est le suivant :

- 1) Le membre notifie l'ordre de service au titulaire.
- 2) Le titulaire dispose alors :
 - D'un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service adressé par le membre pour vérifier sa complétude et sa cohérence. En cas de besoin, le titulaire devra se rapprocher du membre concerné dans ce même délai afin de l'informer de l'incomplétude ou de l'incohérence identifiée.
 - Du délai suivant pour faire la demande de détachement au GRD concerné à compter de la réception d'une demande complète :

Détachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
--	-----------------------------

Le détachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.

- 3) Le titulaire renvoie par tout moyen un exemplaire de l'ordre de service dûment complété :
 - au membre concerné,
 - au coordonnateur (en copie systématique),
 dans un délai suivant à compter de la date de signature de l'ordre de service par le membre.

Détachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
--	-----------------------------

-

13 MODALITES DE FACTURATION

13.1 Modalités de transmission des factures

Dans le cadre de marchés publics, la facturation dématérialisée est obligatoire conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Lors de la phase de bascule, le titulaire se rapproche de chaque bénéficiaire pour recueillir les informations nécessaires à la dématérialisation de la facturation via le portail Chorus Pro ou, le cas échéant, pour envisager la faisabilité d'une dématérialisation de la facturation selon le propre système utilisé par les membres concernés.

Les factures sont également mises à disposition :

- sur l'espace client défini à l'article 16 du présent CCP,
- par courriel sur demande ponctuelle d'un membre.

13.2 Périodicité de la facturation

La facturation des membres est réalisée par le titulaire en cohérence avec les fréquences de relevé cyclique des compteurs du GRD associées aux différentes options tarifaires d'acheminement.

Dans le cas de figure où un membre choisit une fréquence de relève différente de la fréquence de relève standard pratiquée par le GRD, le titulaire est tenu d'informer ce membre :

- que ce choix entraîne la facturation d'une prestation supplémentaire de la part du GRD,
- du montant de la prestation telle qu'elle figure au catalogue des prestations du GRD en vigueur au moment du choix du membre.

Les fréquences d'émission des factures par le titulaire et les conditions associées sont les suivantes :

	Fréquences d'émission des factures	Conditions
Points de livraison à relève mensuelle, quotidienne ou relevé à une fréquence supérieure		
Points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3 et C4 (lots 1 et 2)	Mensuelle	La facturation est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD.
Points de livraison relevant de la tranche tarifaire de distribution T3 (lot 3)		
Points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 (lots 1 et 2)	Au choix du membre : <ul style="list-style-type: none">SemestrielleTrimestrielleBimestrielleMensuelle	Dans la mesure du possible, la facturation est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD.
Points de livraison relevant des tranches tarifaires de distribution T1 et T2 (lot 3)		
Points de livraison à relève semestrielle (non équipé d'un compteur communicant actif)		

Points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 (lots 1 et 2)		<p><u>Lorsque le membre choisi une fréquence de facturation semestrielle :</u></p> <p>Dans la mesure du possible, la facturation est réalisée par le titulaire sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD.</p>
Points de livraison relevant des tranches tarifaires de distribution T1 et T2 (lot 3)	<p>Au choix du membre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle • Trimestrielle • Bimestrielle • Mensuelle 	<p><u>Lorsque le membre choisi une fréquence de relève différente (mensuelle voire bimestrielle) :</u></p> <p>La facturation est réalisée par le titulaire sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'index estimés, • d'index auto-relevés par le membre ou d'éléments de consommation transmis par le membre, • d'une régularisation de facturation sur la base des index relevés par le GRD concerné. <p>Il est entendu que la fréquence de facturation choisie par le membre s'applique à l'intégralité de ses points de livraison pour lesquels le système de comptage permet une relève mensuelle, quotidienne ou à une fréquence supérieure par le GRD.</p>
<p>Points de livraison provisoires (lots 1 et 2)</p>		
<p>Dans le cas du rattachement d'un point de livraison provisoire (lots 1 et 2), la périodicité de facturation correspond à la période de rattachement et de détachement indiquée dans l'ordre de service établi par le membre et dont le modèle figure en annexe 2.</p>		

13.3 Dans le cas d'un changement de fournisseur

Dans le cadre d'un changement de fournisseur, les index utilisés par le titulaire pour l'établissement de la première facture et de la facture de clôture (respectivement au début et au terme de la période d'exécution des prestations) correspondent aux index contractuels communs aux deux fournisseurs, conformément aux référentiels adoptés par les instances de concertation mise en place par la Commission de régulation de l'énergie.

13.4 Scission des flux de facturation par contrat

13.4.1 Facture de résiliation (cas où le titulaire entrant se succède à lui-même)

Dans le cas où le titulaire est déjà le fournisseur d'un point de livraison, ce dernier ne peut intégrer dans la facturation au titre du présent marché la fourniture relevant du contrat antérieur qu'il soit en offre de marché ou au Tarif Réglementé de Vente.

En ce cas, le titulaire établit séparément une facture de résiliation pour la période antérieure au présent marché, sans surcoût.

13.4.2 Séparation des flux de facturation par marché

Au cas où un fournisseur est titulaire de plusieurs lots ou de plusieurs marchés subséquents d'un même lot, le titulaire sépare les flux de facturation par marché.

Ainsi, même dans le cas où le membre est concerné par des points de livraison dans plusieurs marchés dont le titulaire est le même fournisseur, ce dernier doit malgré tout séparer les flux de facturation de ce membre par marché, le comptable public ne pouvant traiter une même facture regroupant des points de livraison rattachés à des marchés différents.

13.5 Contenu de la facturation

La facture comporte les mentions obligatoires :

- conformément à l'arrêté du 18 avril 2012 relatif aux factures de fourniture d'électricité ou de gaz naturel à leurs modalités de paiement et aux conditions de report ou de remboursement des trop-perçus,
- les coordonnées complètes des membres et du titulaire,
- conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Lors des opérations de bascule, chaque membre a la possibilité de demander au titulaire :

- un ou plusieurs regroupement(s) de factures en fonction des pratiques en usage au sein de la collectivité ou de l'établissement.
- une facture pour chaque point de livraison.

Les factures groupées sont des pièces comptables sur la base desquelles les prestations sont payées. Les membres du groupement conservent toujours la possibilité que tout ou partie de leurs points de livraisons ne soient pas regroupés.

La facture comprend les éléments suivants :

Dans le cas d'une facturation par regroupement	Pour le regroupement	Annexe 1.a du présent CCP	Contenu de la facture groupée
	Pour chacun des points de livraison du regroupement.	Annexe 1.b du présent CCP	Contenu de la facture détaillée
Dans le cas d'une facturation individualisée (pour chaque point de livraison)		Annexe 1.b du présent CCP	Contenu de la facture détaillée

Le titulaire de l'accord-cadre indique clairement dans son mémoire technique :

- les éventuelles informations mentionnées dans les annexes 1.a et 1.b qui ne seraient pas éditables,
- l'échéance à laquelle il entend faire figurer ces informations sur la facture.

13.6 Personnalisation des factures

Les documents de facturation proposent des champs de personnalisation. Lors des opérations de bascule, le titulaire précisera à chaque membre :

- le nombre de caractères disponibles par champs.
- les modalités de mise à jour des champs.

Ces champs permettent aux membres de qualifier plus précisément leurs contrats ; ils concernent a minima les informations suivantes :

- nom du point de livraison, modifiable à la demande par le membre,
- code d'identification du point de livraison propre au membre,
- champ libre associé, permettant de définir l'imputation comptable,
- numéro de marché propre au membre du groupement, fixé lors de la bascule.

14 GESTION DE LA RELATION CLIENTELE

La structure et l'organisation mises en place par le titulaire répondent aux besoins des membres du groupement liés à la nature même et à la vie de leur patrimoine. Elles doivent s'inscrire en cohérence avec le modèle d'organisation du groupement structurée autour d'un coordonnateur et de membres d'un groupement.

14.1 Interlocuteurs dédiés

14.1.1 L'interlocuteur du coordonnateur : « pilote du contrat »

Le titulaire met à disposition pour le marché un interlocuteur « pilote du contrat » identifié (nommément désigné avec une ligne téléphonique et une adresse mail directes), ainsi que son suppléant (en cas d'indisponibilité du premier).

Il sera l'interlocuteur du coordonnateur.

Le « pilote du contrat » devra nécessairement être d'un niveau hiérarchique suffisant pour être en capacité de mobiliser fonctionnellement les différentes ressources et intervenants du titulaire afin de garantir la qualité de la relation clientèle.

Le « pilote du contrat » assure les missions suivantes :

- mise en place des prestations et notamment l'information régulière sur l'avancement de la bascule (retour des membres et processus de changement de fournisseur avec le GRD,
- suivi de l'exécution de la prestation,
- coordination de l'ensemble des intervenants internes du titulaire nécessaires au bon fonctionnement de l'exécution notamment en termes de facturation, de système d'information et de gestion des opérations de couverture des prix dans le cas d'un recours à un mode de détermination des prix par prise de position.

Dans le cas où le titulaire serait amené à désigner un nouvel interlocuteur ou dans le cas d'une modification de la structure et/ou de l'organisation mise en place par le titulaire, ce changement est communiqué au coordonnateur a minima trente et un (31) jours calendaires avant sa prise d'effet.

14.1.2 L'interlocuteur des membres

Chaque membre du groupement dispose d'un interlocuteur unique identifié (et un suppléant) ou plusieurs interlocuteurs identifiés si chaque interlocuteur désigné dispose de compétences spécifiques dans des domaines d'intervention particuliers (facturation, demandes techniques...), chargé(s) de compte, nommément désigné(s) dans l'offre remise par le candidat au stade de l'accord-cadre.

Les interlocuteurs désignés doivent nécessairement avoir connaissance du marché objet du présent cahier des charges et de ses particularités.

Dans le cas où le titulaire serait amené à désigner un nouvel interlocuteur (titulaire ou suppléant) ou dans le cas d'une modification de la structure et/ou de l'organisation mise en place par le titulaire, ce changement fait l'objet d'une information écrite apportée à chaque membre du groupement concerné, au plus tard trente et un (31) jours avant le changement.

Le titulaire assure une disponibilité en cas d'absence du chargé de compte, notamment en période de congés.

14.2 Relation entre le titulaire et les membres

Le titulaire est notamment chargé, en complément des obligations liées à la facturation détaillées à l'article 13 du présent CCP, des missions suivantes :

De traiter, en relation avec le gestionnaire du réseau de distribution, l'ensemble des demandes techniques relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution pour les points de livraison objets du marché (mise en service de points de livraison, suppression de points de livraison, modification de puissance souscrite, etc.)	Délai maximal de réponse à la demande : Trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
D'informer les membres sur la prise en charge de chaque demande liée à l'accès et l'utilisation du réseau de distribution et l'évolution du traitement de celle-ci, L'information sera reportée systématiquement par écrit (courriel ou via l'espace client).	Délai maximal d'information des membres : Un (1) jour ouvré à compter du jour de chaque évolution rapportée par le gestionnaire de réseau.
De rectifier, à la demande du membre du groupement, les informations portant sur le périmètre du marché subséquent ainsi que de procéder à la modification du nom ou informations administratives d'un point de livraison.	Délai maximal de rectification ou de modification : Cinq (5) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
De transmettre à chaque membre les fichiers des données de consommations et facturation (fichier « périmètre », fichier des données de consommation et de facturation et feuillet récapitulatif) selon les modalités précisées à l'article 17 du présent CCP.	Délai d'envoi ou de mise à disposition des fichiers : Cf. article 17 du présent CCP.
De tenir les membres du groupement informés de l'évolution des prix des différentes composantes de la facture permettant aux membres du groupement une compréhension et un contrôle facilités des coûts facturés.	Délai maximal d'information des membres : Quinze (15) jours calendaires avant la date d'entrée en vigueur de l'évolution du prix.
De répondre à toute question technique simple ou sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire posées par les membres du groupement	Délai maximal de réponse à la demande : Trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.

14.3 Relation entre le titulaire et le coordonnateur du groupement

Après notification des marchés subséquents, le titulaire exécute le marché pour chaque membre. En outre, il est chargé d'assurer les missions suivantes auprès du coordonnateur :

D'échanger avec le coordonnateur et de l'informer pendant la phase de bascule dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCP.	Modalités d'échange et d'information : Cf. article 11 du présent CCP.
D'informer le coordonnateur du rattachement ou du détachement d'un point de livraison tel que prévu à l'article 12.4 (renvoi des ordres de service), afin de suivre l'évolution du nombre de points de livraison dans le périmètre du marché.	Délai maximal d'information : Cf. délai de renvoi des ordres de service tel que prévu à l'article 12.4 du présent CCP.
De transmettre au coordonnateur les fichiers des données de consommations et facturation (fichier « périmètre » et fichier des données de consommation et de facturation) selon les modalités précisées à l'article 17 du présent CCP.	Délai d'envoi ou de mise à disposition des fichiers : Cf. article 17 du présent CCP.

De tenir le coordonnateur informé de l'évolution des prix des différentes composantes de la facture permettant aux membres du groupement une compréhension et un contrôle facilités des coûts facturés.	Délai maximal d'information : Quinze (15) jours calendaires avant la date d'entrée en vigueur de l'évolution du prix.
De tenir le coordonnateur informé de toute communication écrite adressée aux membres du groupement.	Délai maximal d'information : Quinze (15) jours calendaires avant la date prévisionnelle d'envoi aux membres.
De répondre à toute question technique simple ou sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire posées par le coordonnateur	Délai maximal de réponse à la demande : Trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la demande.

14.4 Relation entre le titulaire du marché et le gestionnaire de réseau de distribution

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire du marché est l'intermédiaire de chaque membre du groupement avec les gestionnaires de réseau de distribution. En tant qu'interlocuteur pour le compte des membres le titulaire apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée au besoin des membres s'agissant de l'accès et de l'utilisation du réseau de distribution. A ce titre et dans les conditions définies par le contrat GRD – Fournisseur ou le contrat distributeur de gaz - fournisseur (CDG-F) conclu entre le titulaire et le gestionnaire de réseau de distribution concerné, le titulaire du marché s'engage notamment :

- à formuler auprès du GRD concerné et de suivre toute réclamations ou demandes en lien avec l'accès au réseau public de distribution pour le compte des membres ;
- à formuler les demandes d'optimisation du tarif d'utilisation du réseau public de distribution et de suivre leur réalisation.

Les conditions d'accès et d'utilisation du réseau public de distribution sont précisées dans le contrat GRD – Fournisseur ou le contrat distributeur de gaz - fournisseur (CDG-F) conclu entre le titulaire du marché et le gestionnaire de réseau de distribution.

14.5 Réunions avec le coordonnateur

Réunion de lancement (en présence des membres)		
Le coordonnateur dispose d'une réunion de lancement en présence des membres organisée avec l'interlocuteur « pilote du contrat ».		
Objectif de la réunion :	<p>Le titulaire présente notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Son entreprise, • Son organisation dans le cadre de la relation clientèle ; • Ses services associés à l'acheminement et à la fourniture • L'état des opérations préalables à l'exécution des prestations de fourniture (état de la bascule auprès des GRD, traitement des éventuels cas atypiques...) ; • La mise en place de la facturation (mise en œuvre de la dématérialisation de la facturation, prise en compte des regroupements...) ; • La mise en place de l'espace client et ses principales fonctionnalités (accès multicomptes, mise à disposition des données de consommation et de facturation...). 	

Modalités d'organisation :	<ul style="list-style-type: none"> • A la demande du coordonnateur • Cette réunion aura lieu en présentiel (au siège du coordonnateur) et/ou en visioconférence selon la décision du coordonnateur. • Le coordonnateur communiquera l'ordre du jour de la réunion au titulaire au plus tard dix (jours) avant la date programmée de la réunion.
Fréquence de réalisation de la réunion :	Une réunion sur la durée du marché subséquent.

Réunion annuelle	
Une réunion bilan annuelle sera organisée entre le titulaire de chaque marché subséquent et le coordonnateur.	
Objectif de la réunion :	Echanger sur tous les faits importants de la période.
Modalités d'organisation :	<ul style="list-style-type: none"> • A la demande du coordonnateur • Cette réunion aura lieu au siège du coordonnateur ou dans un format dématérialisé (visioconférence). • Un délai de prévenance d'un mois doit être respecté de la part du coordonnateur pour convenir d'une date avec l'interlocuteur « pilote du contrat ». • Après demande d'une réunion bilan annuelle par le coordonnateur, l'interlocuteur dédié dispose de 15 (quinze) jours pour convenir et valider une date. • Le coordonnateur communiquera l'ordre du jour de la réunion au titulaire au plus tard dix (jours) avant la date programmée de la réunion.
Fréquence de réalisation de la réunion :	Une fois par an au maximum

15 OPTIMISATION DES COUTS D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire est chargé de la souscription de l'accès au réseau auprès du GRD pour l'ensemble des points de livraison du périmètre. Dans ce cadre, et sous réserve de l'accord du membre, le titulaire est chargé de fixer la formule tarifaire pour l'accès au réseau de distribution.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à proposer à chaque membre et pour chaque point de livraison les options et formules tarifaires optimales :

- au moins une fois par an, entre le 1^{er} avril et le 31 juillet ;
- ponctuellement sur demande du membre.

L'étude d'optimisation sera réalisée de manière à respecter le délai convenu et les processus suivants :

Modalités de réalisation des optimisations auprès des membres

- 1) Le titulaire du marché subséquent concerné réalise une étude d'optimisation aboutissant à une proposition des options et des formules tarifaires les mieux adaptées pour chaque point de livraison. Cette étude doit tenir compte :
 - de l'historique des consommations disponible. Plus particulièrement, le titulaire privilégiera les études d'optimisation tarifaires sur courbes de charge (lots 1 et 2), y compris pour les compteurs communicants des points de livraison C5 ;
 - des coûts liés :
 - aux prestations annexes du GRD concerné conformément au catalogue des prestations du GRD
 - aux modifications physiques éventuelles ou à prévoir par le membre pour ses installations propres ;
 - des conditions tarifaires (coûts et structures) connues au moment de la réalisation des études d'optimisation (y compris les évolutions tarifaires à venir dès lors qu'elles ont fait l'objet d'une délibération de la Commission de Régulation de l'Energie).
- 2) Le titulaire adresse à chaque membre un rapport d'optimisation pour ses points de livraison mettant en évidence l'intérêt économique des choix de souscription en comparaison des options et conditions tarifaires en place.
Le rapport présente les éventuelles contraintes techniques induites et leur impact financier (catalogue de prestations du GRD ou intervention spécifique).
- 3) Le membre dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'envoi du rapport pour se prononcer sur les propositions d'optimisation.
Pendant ce délai, le titulaire se tient à disposition des membres pour toutes explications complémentaires sur les optimisations préconisées.

Au cours de ce délai de trente (30 jours), le titulaire procèdera à une ou plusieurs phases de relance des membres.
- 4) Au terme de ce délai de trente (30 jours), le titulaire devra ensuite procéder à une ultime phase de relance des membres.
Les membres disposent alors d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour faire retour par mail au titulaire.
- 5) Après validation des propositions par le membre, dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la réception de la validation du membre, le titulaire engage auprès du GRD l'ensemble des démarches de modification des options et/ou formules tarifaires et suit leur mise en œuvre. Le titulaire informe le membre des éventuelles :
 - modifications à réaliser ou à faire réaliser par le membre lui-même sur ses installations propres.
 - intervention spécifique du GRD (sur devis notamment). Dans ce cas, le titulaire demande un devis au GRD puis le transmet au membre du groupement qui dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour se prononcer.
- 6) En l'absence de retour de la part du membre dans ces délais, aucune modification ne sera réalisée.

Conditions d'échange avec le coordonnateur pendant la phase d'optimisation

Préalablement à tout rapprochement avec les membres :	<p>Le coordonnateur et le titulaire se rapprocheront pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> déterminer la période sur laquelle le titulaire réalisera les études d'optimisation valider le contenu des échanges avec les membres. <p>Le coordonnateur sera destinataire de l'ensemble des études d'optimisation réalisées par le titulaire avant envoi aux membres. Le coordonnateur validera l'approche et les résultats au titulaire. Ce dernier prévoira si nécessaire des étapes de modification et une nouvelle approbation des résultats.</p>
Au cours du processus d'optimisation	<p>Le coordonnateur sera régulièrement tenu informé de l'avancement de la phase d'optimisation vis-à-vis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> du retour des membres par nature (finalisé, initié, incomplet...), état des demandes de modification d'options tarifaires auprès du GRD et notamment : <ul style="list-style-type: none"> état d'avancement des demandes de changement d'options tarifaires auprès du GRD, état des points de blocage avec les membres et/ou le GRD concerné.
Au terme de la phase d'optimisation :	<p>Le coordonnateur sera destinataire des choix de chaque membre (bilan des optimisations) pour leurs périmètres respectifs.</p>

16 ESPACE CLIENT EN LIGNE

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des membres et des tiers utilisateurs un espace client dédié en ligne (accès web), sécurisé par identifiant et mot de passe individuel, leur permettant notamment de bénéficier des fonctionnalités suivantes :

Visualisation du périmètre des points de livraison	<ul style="list-style-type: none"> Liste des points de livraison et leurs données d'identification (y compris les références et informations des marchés) Identification des caractéristiques techniques des points de livraison Visualisation du statut des points de livraison (actifs, détaché, provisoire...). Identification des regroupements de factures choisis
Suivi des données de consommations et de facturation	<ul style="list-style-type: none"> Une visualisation des informations de consommation et de facturation actualisées en cohérence avec le flux de facturation (y compris les index de relève/estimés, les puissances atteintes, les dépassements de puissance souscrite ou de capacité journalière souscrite). Export des données de consommation et de facturation dans un format tableur non verrouillé tel que prévu à l'article 17.2 du présent CCP. Un accès aux courbes de charge des points de livraison (sous réserve que le titulaire ait obtenu les autorisations du membre concerné), tout segment confondu.

Accès aux factures et avoirs	<ul style="list-style-type: none"> • Visualisation et un export de chaque facture et avoir en cohérence avec le flux de facturation • Accès à l'ensemble de l'historique des factures du contrat
Alertes	<ul style="list-style-type: none"> • Le titulaire s'engage à mettre à disposition des membres des systèmes d'alerte de dépassement de consommation, de puissance ou de capacité journalière souscrite par point de livraison ; les seuils d'alerte étant paramétrables par les membres.
Gestion et suivi des demandes techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Visualisation et suivi des demandes techniques formulées par le membre au titulaire. • Le cas échéant, les gestions des demandes techniques en cohérence avec les modalités prévues à l'article 12.4 du présent CCP.
Interlocuteurs et services clients	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux contacts des interlocuteurs dédiés • Accès aux différents services clients • Accès aux informations et conseils pratiques

Le titulaire doit garantir :

- une transmission des informations de connexion et un accès aux espaces client de chaque membre au plus tard dès l'édition des premières factures, conformément aux fréquences de facturation convenue avec les membres ;
- un accès permanent à cet espace pour chacun des membres, sauf intervention technique nécessaire anticipée par le titulaire, limitée à 24h et avec un délai de prévenance d'au moins 48h, ou sauf cause externe en dehors du champ de responsabilité du titulaire.

Cet espace doit être mis à disposition des membres jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année d'échéance du marché subséquent.

Les modalités de création des comptes d'accès des utilisateurs sont les suivantes :

Pour les membres
<p>Le titulaire met à disposition du référent de chaque membre un compte d'accès à cet espace client ; référent dont les informations de contact auront été communiquées ou validées au titulaire lors des opérations de bascule.</p> <p>Au cours de la période d'exécution des prestations de fourniture, le référent de chaque membre a la possibilité de créer des comptes utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de manière autonome sur l'espace client, • soit sur sollicitation du titulaire du marché subséquent par courriel.
Pour le coordonnateur
<p>Le titulaire met à disposition du coordonnateur cet espace client suivant un mode multi-comptes sur le périmètre de l'ensemble des membres prenant part à la consultation pour le coordonnateur.</p>

Le titulaire doit garantir un accès permanent à cet espace pour chacun des membres, sauf intervention technique nécessaire anticipée par le titulaire, limitée à 24h et avec un délai de prévenance d'au moins 48h, ou sauf cause externe en dehors du champ de responsabilité du titulaire.

Cet espace doit être mis à disposition des membres jusqu'à 31 décembre de l'année qui suit la dernière année de livraison du marché subséquent concerné.

17 MISE A DISPOSITION DE DONNEES

17.1 Le fichier « périmètre »

Pour les membres	
Le titulaire du marché subséquent adresse à chaque membre la liste actualisée de son périmètre de points de livraison sous format tableur exploitable.	
Mise à disposition :	Via l'espace client ou par courriel
Contenu du fichier a minima :	<ul style="list-style-type: none"> les informations d'identification du point de livraison (libellé du site, adresse...), les caractéristiques techniques associées à chaque point de livraison et notamment les options et paramètres issus des bases des GRD et utilisés par la facturation, les entrées et sorties du périmètre et les dates d'effet correspondantes.
Fréquence d'envoi :	<ul style="list-style-type: none"> a minima une fois par an avant le 31 janvier de l'année suivant l'année de livraison ; à chaque fois qu'un membre en fait la demande et dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
Pour le coordonnateur	
Le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur la liste actualisée du périmètre des points de livraison de chaque membre sous format tableur exploitable.	
Mise à disposition :	Via l'espace client ou par courriel.
Contenu du fichier a minima :	<ul style="list-style-type: none"> les informations d'identification des membres, les informations d'identification du point de livraison (libellé du site, adresse...), les caractéristiques techniques associées à chaque point de livraison et notamment les options et paramètres issus des bases des GRD et utilisés par la facturation, le statut de chaque site (actif, détaché, provisoire...). les entrées et sorties du périmètre et les dates d'effet correspondantes.
Fréquence d'envoi :	<ul style="list-style-type: none"> au 31 janvier de la première année de livraison du marché subséquent du lot concerné tel que validé par les membres dans le cadre de bascule, à chaque fois que le coordonnateur en fait la demande et dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter du jour de la demande du coordonnateur.

17.2 Fichier des données de consommation et de facturation

Pour les membres	
<p>Le titulaire du marché subséquent met à disposition de chaque membre l'ensemble des informations relatives aux données de consommation et facturation sous un format numérique sous format tableur exploitable avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> en en-tête de colonne : le libellé des champs de données, ligne par ligne : les données concernant chaque point de livraison. <p>Le membre doit pouvoir réaliser ces exports en choisissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> La période de facturation ou la période de consommation (date de début et date de fin). Le référentiel de regroupement des points de livraison choisi pour la facturation. 	
Mise à disposition :	Via l'espace client

Contenu du fichier a minima :	<ul style="list-style-type: none"> le fichier doit contenir l'ensemble des informations mentionnées en annexe 1.a. au mémoire technique du titulaire figurent clairement les quelques informations mentionnées à l'annexe 1.a qui ne seraient pas éditables dans ce fichier par son Système d'Information. Le titulaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour le mettre en œuvre au plus tôt et à une date qu'il mentionnera dans son mémoire technique. le libellé d'identification du regroupement des factures.
Fréquence de mise à disposition	En cohérence avec le flux de facturation suivant l'émission de chaque facture.
Pour le coordonnateur	
Le titulaire du marché subséquent met à disposition du coordonnateur un fichier des données de consommation et facturation reprenant l'ensemble des factures émises sur l'ensemble des points de livraison des membres.	
Mise à disposition :	Via l'espace client ou par courriel
Contenu du fichier a minima :	Identique à celui décrit ci-dessus pour les membres. Néanmoins, le contenu du fichier fait figurer les informations d'identification de chaque membre.
Fréquence de mise à disposition	En cohérence avec le flux de facturation suivant l'émission de chaque facture.

17.3 Feuillelet récapitulatif annuel

Pour les membres	
<p>Au terme de chaque année de livraison, le titulaire met à disposition du membre un feuillelet récapitulatif comportant le bilan mensuel (pour les points de livraison relève mensuelle ou à une fréquence supérieure) ou annuel (pour les points de livraison à relève semestrielle) des données de consommations et de facturation sur tableur exploitable ou compatible.</p> <p>Le membre doit pouvoir disposer d'une vision selon les regroupements des points de livraison choisis pour la facturation (sous-totaux).</p>	
Mise à disposition :	Via l'espace client ou par courriel
Contenu du fichier a minima :	<ul style="list-style-type: none"> La période : <ul style="list-style-type: none"> en mois pour les points de livraison relève mensuelle ou à une fréquence supérieure) ; annuelle pour les points de livraison à relève semestrielle). Bilan des consommations (énergie consommée, les puissances atteintes, les dépassements de puissance souscrite ou de capacité journalière souscrite). Bilan des montants facturés par composante. Le libellé d'identification du regroupement des factures.
Fréquence de mise à disposition	<p>A minima une fois par an, avant le dernier jour du mois de décembre de l'année (envoi systématique).</p> <p>A chaque fois qu'un membre en fait la demande (notamment afin d'accompagner les membres dans leur préparation budgétaire).</p>
Pour le coordonnateur	
Sans objet.	